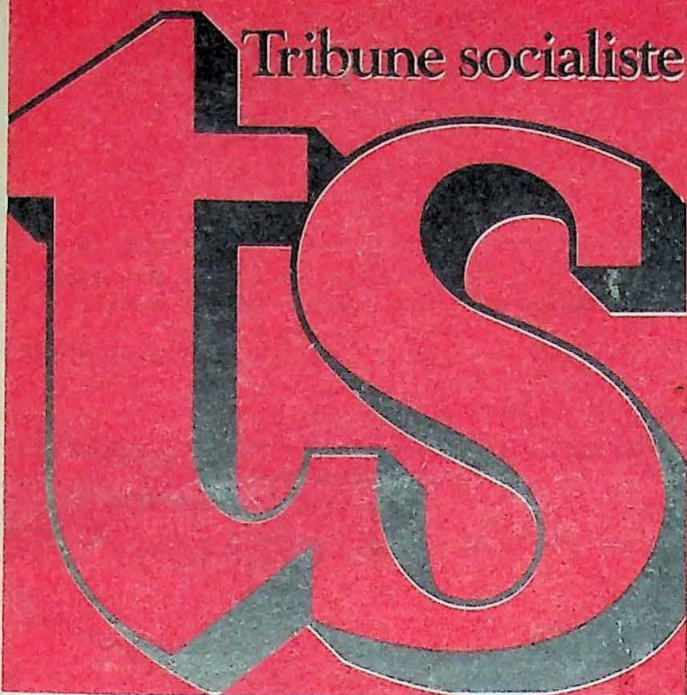


Tribune socialiste



HEBDOMADAIRE DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIÉ 3 F 50
n° 657 du 17 au 23 mai 1975



**les usines
occupées
répondent
à « Ponia »**

**CFDT la loi
c'est nous**

Sommaire

- **REGIME** : le printemps des faussaires p. 4
- **NUCLEAIRE** :
la mini-bombe du Palais Bourbon p. 5
- **FEMMES** :
le cercle Dimitriev et l'autogestion p. 6
- **LUTTES** :
— pour un Institut ouvrier p. 7
— occuper, vendre, et après ? p. 8
— les hors-la-loi de Ponia p. 9
- **USINOR** : contre le chômage p. 9
- Teppaz, Unimel, journalistes CFDT, Parisien libéré p. 10-11
- **BETON, VERDURE ET POLITIQUE** .. p. 12-13
— milice au pays des merveilles
— home, sweet home
— locataires, défendez-vous
- **LES BANQUES, UN AN APRES** : ... p. 14-15
— la longue marche
— 4 questions
- **ETUDIANTS** : sortir du ghetto p. 16
- **CHINE** : politique d'Etat et internationalisme p. 17
- **PORTUGAL** : les choix selon le MFA p. 18
- **ALLEMAGNE** : derrière le masque libéral p. 19
- **CHILI** : le PS et le socialisme p. 20
- **CAMBODGE** : la revanche de Th. Münzer p. 21
- **MAROC : LES LAMPIONS ETEINTS** p. 22-23
— un reportage de Gilbert Hercet
— l'interview de M. Bouabid, dirigeant de l'USFP

● Stages d'été

Pour ceux qui veulent utiliser leurs vacances pour refaire leurs forces physiques et nerveuses, mais aussi pour augmenter leurs forces militantes, il est possible de participer à un des six stages d'été.

- deux stages de formation de base, dans l'Ouest, du 20 au 26 juillet, et dans le Lot, du 24 au 31 août ;
- deux stages de formation d'animateurs de sections, à Montpellier, du 10 au 17 août, et aux Guions (Hautes-Alpes) du 24 au 31 août ;
- un stage-vacances (trois semaines avec deux jours de stage par semaine) dans les Cévennes, du 10 au 31 août ;

Pour tout renseignement, s'adresser à votre fédération qui vous donnera une plaquette contenant toutes les informations nécessaires.

stage santé

Les 24 et 25 mai, à Paris, 9 rue Borromée, **stage national des travailleurs de la Santé**.

Plusieurs rapports préparatoires seront soumis à discussion ; il s'agira aussi de mieux structurer le secteur santé du PSU.



HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Gilbert HERCET - Alain TLEMCEN

Comité de rédaction :

Victor FAY, Jean-Claude GUERIN, André LAUDOUZE, Maurice NAJMAN, Jean PATERNAT, Yves SPARFEL, Jacques THIBAUT, Jean VERGER, Corinne WENGLER.

Rédaction : 566.45.64 - Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Rédaction en chef :

Philippe MARIELLE
Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA

Maquette : Chantal LENDER

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise CHAILLEUX

Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

CADET-PHOTOCOMPOSITION-75009 PARIS
Imprimerie : ETC - 76190 Yvetot.

des billets pour la fête du PSU

ACHETEZ VOS BILLETS LONGTEMPS A L'AVANCE... Nos diffuseurs ne sont pas des « marchands » mais des amis, prenez le temps de jeter un coup d'œil autour de vous...

LIBRAIRIE PARALLELE
47 rue St-Honoré, 75001 (métro Châtelet) de 10 h à 19 h.

LIBRAIRIE LA PUCE A L'OREILLE
19 rue des Rosiers, 75004 (St-Paul).

RESTAURANT LA CANAILLE
4 rue Grillon, 75004 (Quai de la Rapée et Sully-Morland) 12-15 h et 19 h 30-24 h.

PIZZA DU MARAIS
15 rue des Blancs-Manteaux 75004 (St-Paul).

MALOURENE
9 rue Lacépède 75005 (Monge).

LIBRAIRIE DERIVES
1 rue des Fossés-St-Jacques 75005 (Luxembourg) 10 h.-12 h 30 et 13 h 30-19 h.

MANDALA
11 rue Vavin, 75006 (Vavin et Notre-Dame-des-Champs) 10 h 30-19 h 30.

LIBRAIRIE LA Pensee SAUVAGE
7 Rue de l'Odéon (Odéon) 12 h-24 h.

LIBRAIRIE ALTERNATIVES
11, rue Bernard-Palissy, 75006 (St-Germain-des-Prés).

CINEMA ACTION CHRISTINE

4, rue Christine 75006 (St-Michel) après-midi et soir.

LA BALADE
17 rue de Constantinople 75008 (Villiers et Europe) 11 h 19 h30.

CINEMA 14 JUILLET
4 Bd. Beaumarchais, 75011 (Bastille), 14 h-22 h.

LIAISONS DIRECTES
4 rue d'Aligre 75012 (Ledru-Rollin) 10 h-13 et 16 h-20 h.

LA BOUQUINERIE
11 rue Barrault, 75013 (Corvisard), 10 h-20 h.

LA COUR DES MIRACLES
23 av. du Maine, 75014 (Montparnasse).

CINEMA OLYMPIC
10, rue Boyer-Barret 75014 (Pernety).

LIBRAIRIE PLASMA
58, rue des Moines, 75017 (Brochant) 9 h 30-19 h 30.

EDIT 71
9 rue Auguste Métivier, 75020 (Père-Lachaise), 9 h-12 h et 14 h-19 h.

IMPRIMERIE GILLES TAUTIN
4 passage Dieu, 75020 (Marais-chers) 10 h-18 h.

FRONT LIBERTAIRE
33 rue des Vignoles 75020 (Avron ou Buzenval).

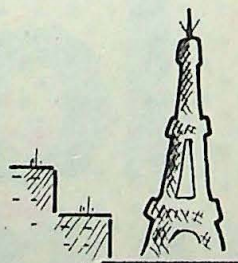
Un nom :

une adresse :

et un chèque de 100 F

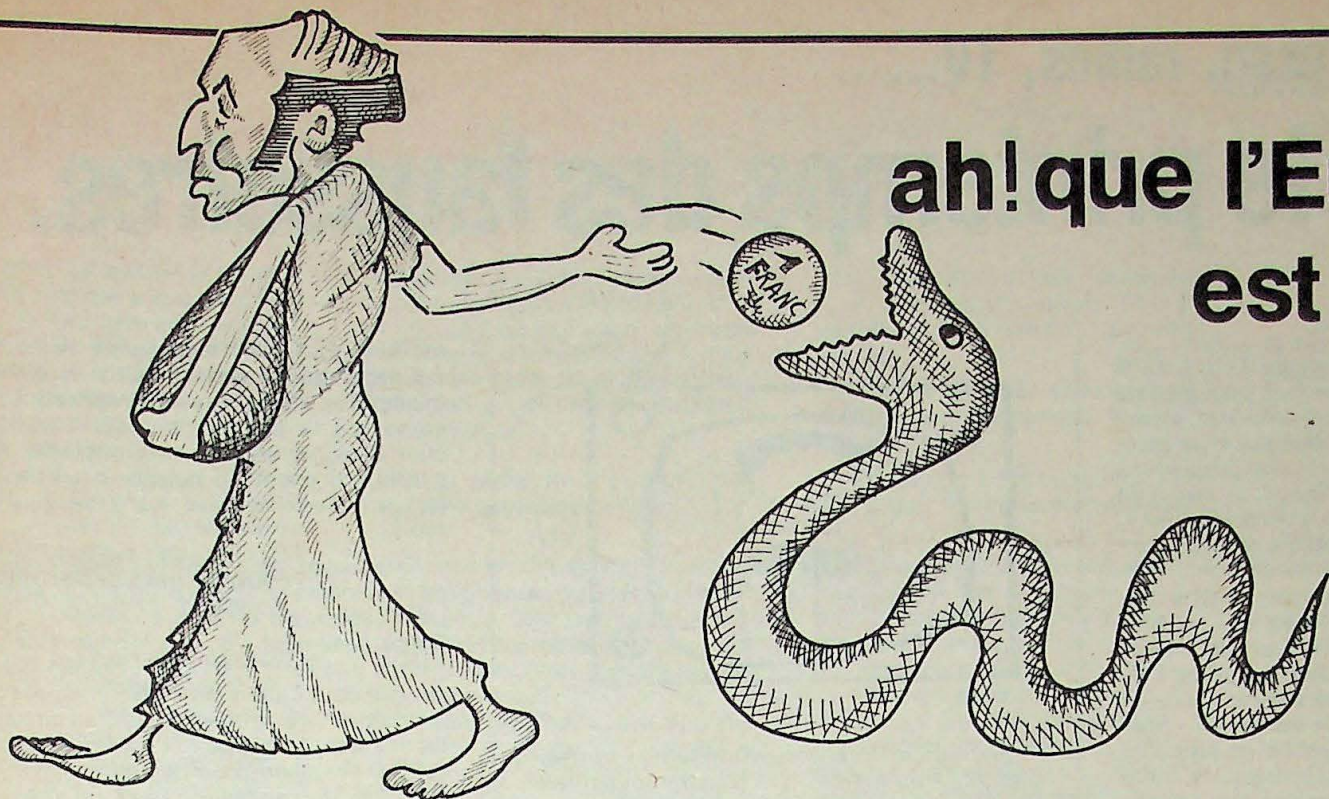
(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F).

T.S. 9, rue Borromée - 75015
CCP PARIS 5.826.65



*Je lis maintenant
tribune
socialiste*

PAROU.



régime :

ah! que l'Europe est jolie !

ARDU.

Triste « construction européenne » ! Sous sa forme politique, elle n'en finit pas de balbutier, et les égoïsmes des Etats capitalistes nationaux révèlent à chaque instant combien ils ont la vie dure.

Mais sous sa forme économique, elle est déjà dépassée : les grandes firmes transnationales, elles, ont choisi depuis longtemps. Et elles ont choisi la voie logique du capitalisme moderne : celle d'une vaste zone de libre-échange atlantique, dans laquelle une entité européenne autonome n'aurait guère de signification.

La politique de la France capitaliste, moderne et giscardienne navigue entre ces deux exigences, que la conjoncture rend tour à tour parallèles ou contradictoires : affirmer la nécessité de construire l'Europe — moyen d'assurer un **leadership** à l'ensemble franco-allemand — et s'intégrer de plus en plus nettement dans l'économie atlantique.

Que ne ferait Giscard, politiquement, pour montrer sa bonne volonté à ses partenaires ! Le dernier geste en date, consistant à annuler les commémorations du 8 mai 1945 au profit d'une « journée de l'Europe », est symbolique et odieux.

Significative des méthodes d'exercice solitaire du pouvoir — Giscard n'a consulté personne pour prendre une décision qui fait grincer bien des dents chez les anciens résistants de l'UDR — cette initiative est en même temps révélatrice de la nature de ce pouvoir.

Quoi ? On ne fêtera plus la victoire des peuples sur le nazisme, mais on continuera d'encenser les victoires de Jeanne d'Arc sur les Anglais — n'est-ce pas, madame Giscard d'Estaing ? — et les exploits militaires de la Légion sous tous les cieux ? Quoi ? On se souviendra de 1918, parce qu'une fin fut mise à une guerre entre impérialismes, mais pas de 1945, parce qu'une lutte populaire en même temps que militaire eut raison du spectre hitlérien ?

Quel est aujourd'hui le démocrate allemand qui pourrait se sentir blessé — puisque Gis-

card veut supprimer ce qui s'opposerait au « rapprochement et à l'union » — par l'évocation d'une victoire qui a libéré le peuple allemand en même temps que tous les peuples d'Europe ?

Mais bien sûr, ce n'est pas un rapprochement entre les peuples d'Europe qu'on songe à l'Elysée. C'est au rapprochement avec un personnel politique et militaire de la république fédérale d'Allemagne dont un trop grand nombre a fait ses premières armes dans le parti nazi, ou sous l'uniforme de la Wehrmacht.

C'est aussi au rapprochement avec une droite européenne qui fut musclée, en 39-45 ou depuis lors — pas vrai Bigeard ? — et qui affiche aujourd'hui un beau sourire libéral et tranquille. Tant il est vrai qu'il est difficile d'accueillir un tortionnaire au sein de son propre gouvernement et de continuer à fêter la fin de la torture nazie et la libération des camps... Oui, triste construction européenne !

L'autre geste symbolique de Giscard ira, lui aussi, droit au cœur des milieux capitalistes de la RFA : c'est l'annonce de la réintégration du franc dans le « serpent » des monnaies européennes.

Assurément, ce geste est plus symbolique que fondamental pour la politique économique de la France. Mais il concrétise une évolution.

Constat de faillite d'un patronat arrogant à l'égard des travailleurs, mais incapable de faire face à la concurrence ; constat de faillite d'un pouvoir qui ne parvient plus qu'à essayer d'organiser la dépendance de la France, cette décision est en même temps le constat que l'évolution économique et sociale dans notre pays va plus que jamais être soumise à des décisions prises ailleurs, et notamment aux exigences du capitalisme allemand.

Elle va donner de surcroît une justification nouvelle à la politique d'austérité Giscard-Fourcade. Déjà, ce que l'on nomme orgueilleusement « le rétablissement du franc », loin d'être la conséquence d'un effort industriel vers l'exportation, apparaît comme la suite logique de la dégradation du pouvoir d'achat de la grande masse des travailleurs, et par

conséquent de la diminution des importations.

Le maintien de la parité monétaire d'un pays où le patronat est plus disposé à recevoir des subventions qu'à promouvoir sa propre politique commerciale, ne peut dépendre à l'avenir que de la poursuite de la politique de chômage et de bas salaires.

Ah ! comme l'Europe est utile, comme elle est belle, lorsqu'elle permet de justifier une politique économique de classe ! Mais comme elle apparaît lointaine lorsqu'il s'agit de faire face aux rivalités des grands trusts multinationaux...

L'affaire CII — son démantèlement en fonction des intérêts respectifs de **Thomson** et de la **CGE**, et surtout d'**Honeywell-Bull**, la disparition de toute activité nationale dans le secteur de l'informatique — apparaît à cet égard exemplaire.

Nous sommes d'autant plus à l'aise pour le dire ici que nous n'avons jamais été favorables à une solution multinationale, fut-elle déguisée en « solution européenne » : l'Europe, comme jadis le cocorico national gauliste sur le « Plan calcul », n'est qu'un discours de façade qui ne peut cacher longtemps ni la véritable nature des stratégies atlantiques des grandes firmes industrielles d'aujourd'hui, ni le visage réel d'un pouvoir politique situé à leur remorque.

Oui, une autre politique industrielle est possible, qui assure — par exemple dans le domaine de l'informatique — le plein-emploi des travailleurs, sans déqualification. Mais elle suppose un autre régime, qui ne soumette pas ses décisions aux impératifs du capitalisme transnational.

Oui, Ten H'siao Ping n'a pas tort de le rappeler ces jours-ci à Paris, l'Europe peut constituer une idée novatrice et belle. Mais les travailleurs français, comme ceux des autres pays européens, savent bien que les dirigeants chinois feignent d'ignorer : la constitution d'une véritable Europe des travailleurs ne peut en rien passer par les mécanismes de cette triste, triste construction européenne capitaliste.

Gilbert HERCET □

la surprise du 8 mai

Au nom de la direction politique nationale du PSU, ceux de ses membres qui ont participé au combat de la Résistance dans les mouvements FTP, Combat, Libération, ORA, bien qu'ils n'attachent pas une importance extrême aux cérémonies officielles, ne peuvent manquer d'être scandalisés de la décision du président de la République de ne plus fêter, désormais, l'anniversaire de la capitulation nazie de 1945.

Ils pensent qu'il s'agit pour lui de cesser d'irriter les anciens membres du parti nazi et les anciens officiers de la Wehrmacht qui occupent aujourd'hui des positions

civiles ou militaires en République fédérale, et ceux qu'ils ont réussi à former dans le même esprit.

Ces ménagements absurdes ou odieux pour les bourreaux nazis, cette étrange solidarité avec ceux qui, en Allemagne, n'ont rien oublié et rien appris, sont une insulte à la mémoire de morts innombrables, allemands y compris. Ils interdisent définitivement aux hommes de la Vème République de se référer à la Résistance.

Claude BOURDET — André BARJONET — Edouard DEPREUX — Victor LE-DUC — Yvan CRAIPEAU — Maguy GUILLIEN — René SCHULBAUM — Jean ARTHUYS — Victor FAY, membres de la direction politique nationale du PSU.



presse, radios, TV...

le printemps des faussaires.

Les différentes branches de la presse à gags ont cette année fleuri et bourgeonné plus vite que celles des arbres. Au vrai, c'est à une véritable offensive idéologique de printemps que nous assistons dans la presse, à la télévision, sur toutes les ondes. Depuis juin 1968, jamais les « chœurs de l'armée blanche » n'avaient trouvé de tels accords...

Dès avant la chute des héros de l'Occident chrétien, Thieu et Lon Nol, les escrocs de plume et de micro avaient commencé à se ridiculiser avec l'affaire de Johannesburg. Nous avons tous en mémoire les croquis « pris sur le vif » des « sauvages terroristes » arabes et japonais qui furent présentés à la télévision, la veille même du jour où l'on apprenait que l'occupation du consulat israélien était en fait l'œuvre d'un ex-membre des services de sécurité d'Israël...

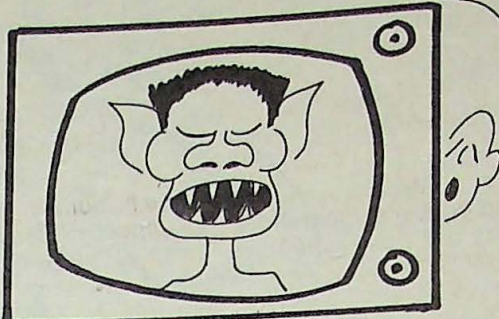
Il est superflu de revenir sur la « désinformation » systématique produite à l'occasion du débat sur le nucléaire. Notons cependant qu'à l'occasion de la « manif douce » du 26 avril, la tactique du « fait partiel » a été renouvelée : gonflage des incidents violents, silence sur la manifestation. Mais jusque là, rien que la routine, le mensonge ordinaire.

déchets « radio-actifs »

Plus important était, pour ces messieurs, de calomnier systématiquement le peuple portugais. La seule image sur le putsch manqué de la droite le 11 mars fut celle du provocateur de la PIDE abattu par les forces armées, seul mort du putsch d'ailleurs. L'affaire du premier mai, et l'affrontement politique entre le PCP et le PS est une chose ; l'amplification démesurée de cet affrontement en est une autre : « Vous revenez du Portugal, quel courage ! Ca tire partout dans les rues », s'entendent dire ceux qui reviennent de Lisbonne.

Mais l'école giscardienne de falsification est passée à la vitesse supérieure avec la campagne sur le Cambodge et le Vietnam. « Plus c'est gros, disait le Docteur Goebbels, mieux ça passe ! ». C'est ce qu'a dû se dire, entre autres, la direction du **Figaro**. Ce journal, estimant probablement qu'il n'y a pas eu assez de cambodgiens assassinés par les Américains, invente des « massacres rouges » en première page, quitte à démentir le lendemain en plus petits caractères.

Souvenir inoubliable aussi que la hargne « radio-active » de tous les postes, périphériques ou non. L'insinuation, le tuyau de quatrième ou cinquième main, le bruit de couloir en provenance de la CIA, le recours permanent aux ganaches de l'armée française qui — ayant pris les deux ou trois raclées du siècle — n'en finissent pas de raconter leurs malheurs, voilà ce que pendant trois semaines les Français ont connu de l'Indochine.



PARU

Bien sûr, maintenant, oh « rétabli », on rectifie. Mais qu'importe : le sale boulot est fait. On peut passer à d'autres canailleries.

Et de hurler à la mort contre les prisonniers au sujet du meurtre du gardien Guedj.

Et de titrer « **Vous sentez-vous en sécurité ?** » sur fond de banlieues sinistres et de cars de flics rassurants.

Et de diffuser, sans la moindre précaution, la version américaine sur l'arraisonnement par la révolution khmère, d'un cargo américain. Et d'en rajouter sur le « **premier groupe européen d'électronique** » au sujet de l'absorption par la multinationale américaine Honeywell Bull de la CII...

Un tel dévouement mérite récompense. L'os à ronger des soixante millions de francs Giscard d'aide spéciale à la presse que le gouvernement vient de lancer en pâture aux molosses de la respectabilité comme aux roquets du fascisme, vient à point nommé pour nous rappeler que le mot chien de garde n'est pas qu'une image.

gauche-droite

Et la presse « de gauche » ? Et **Le Monde** ? Et **Le Nouvel Observateur** ? Quel jeu jouent-ils ? En un mot, le jeu du PS de François Mitterrand, celui que Manceron appelait « **notre Jaurès** ».

Alors, sur le Vietnam, le Cambodge, ils peuvent se permettre d'informer : après tout, le PS depuis 1954 du moins — n'a plus de responsabilités directes dans la guerre d'Indochine... Mais sur le Portugal, là ça change, et comment ! Nous n'oublions pas — et nos camarades portugais non plus — la première page du **Nouvel Obs** sur « **les épreuves de la liberté** ». Nous savons aussi que la politique politicienne préoccupe tellement **Le Monde** qu'il en vient tout simplement à **ne pas voir** tout ce qui échappe à l'affrontement PCP-PS.

Mais là où la grande âme qui dirige le journal « le plus sérieux » de la presse française se surpasse — comme d'ailleurs son confrère du **Nouvel Observateur** — c'est dans la place qu'ils accordent à tout ce qui

est hors du PS et du programme commun. Le débat sur le nucléaire est à cet égard exemplaire. **Le Nouvel Observateur** avait eu le mérite de compter, par chance, Michel Bosquet parmi ses rédacteurs. Grâce à cela, un excellent dossier avait pu paraître dans ses colonnes il y a deux ou trois mois.

Que croyez-vous que fit **Le Nouvel Obs** lors de la semaine contre le programme nucléaire pour l'annoncer ou pour en rendre compte ? **Rigoureusement rien**. **Le Monde** avait commencé une série d'articles objectifs et balancés pendant cette même semaine, elle fut interrompue au troisième jour... problèmes techniques, on suppose ? La vérité, c'est que le PS et ses alliés, profondément divisés sur la question du nucléaire, vient en renfort du gouvernement pour éviter de poser les problèmes de fond. Cette opération de diversion porte le nom de « commission nationale de sécurité ». Et nous ne sommes pas les seuls à endurer l'ostracisme et le silence : tout ce qui peut endommager le cadre de la politique social-démocrate est éliminé.

Dien-Bien-Phu

Or, c'est le fond de l'affaire. L'histoire n'est pas « correcte » : la révolution qui souffle en Asie, qui monte au Portugal, et qui pourrait venir en Italie, épargnera-t-elle la France ? C'est bien cette question qui terrifie la bourgeoisie. La victoire des révolutionnaires indochinois fait aux hommes convenables de la « gauche de pouvoir » — faute d'être au pouvoir — l'effet d'une incongruité. Ça les dérange, ça les agace ou ça les chagrine. Et comme ce qui les dérange ne peut pas exister...

En jouant ainsi à cache-cache avec la réalité, Jean-Jacques-Daniel-Fauvet, outre qu'il s'expose à de cruels démentis, trouve ainsi sa place dans le grand jeu de la démoralisation de la gauche intervenue depuis l'année dernière. Là encore, ils ne font que reprendre les paroles du roi-Mitterrand à la télévision, du style : nous avons le temps. 1978 est loin. Attendez les élections. Vous verrez ce que vous verrez...

Or si le régiment royal-PS a le temps, les gros bataillons du mouvement ouvrier, eux, ne l'ont pas. Après le crash successif de la grève PTT et de la grève Renault, c'est à une offensive idéologique tout azimut que les travailleurs sont confrontés.

Effacer, gommer de la conscience des Français que les révolutions peuvent gagner et que — quand elles gagnent — elles apportent une autre vie, voilà la tâche prioritaire du gouvernement « libéral » de Giscard. La notre est de casser le bluff et le mur du silence. Nous nous en donnerons les moyens.

Jacques THIBAUT ■



JOURNAL EDITE PAR «INFORMATION POUR LES DROITS DU SOLDAT»

le soldat

Le « Soldat » est le journal d'« Information pour les Droits du Soldat », qui combat pour l'obtention des droits démocratiques et syndicaux dans l'armée.

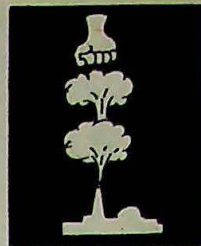
LE N° 3 EST PARU. Avec un article sur la conférence nationale de Suresnes d'I.D.S., un appel de soldats à des « Etats généraux », des

échos des casernes et des bases, une interview d'un dirigeant du Syndicat des Soldats hollandais...

Passez les commandes, prenez contact : IDS-BP 112 - 75825 Paris Cedex 17

Une mini-bombe au palais Bourbon

nucléaire :



Premier résultat de la campagne anti-nucléaire menée par le P.S.U. et les groupes écologiques : après plusieurs rapports lénifiants (Coulais-Pintat), les parlementaires de la majorité sont enfin obligés de se faire l'écho des questions sérieuses que nous avons posées. Témoin le rapport que vient de publier cette semaine le député réformateur Mesmin, avec l'autorisation de la commission des finances de l'Assemblée nationale...

■ Aux arguments avancés par le Gouvernement pour justifier son programme (qui fera passer la part du nucléaire dans notre consommation d'énergie de 3 % actuellement à 25 % en 1985), M. Mesmin répond en effet :

● La sécurité d'approvisionnement est-elle assurée ? Non.

« Les réserves nationales de minerai d'uranium seront épuisées entre 1985 et 1990. L'appoint constitué par les gisements africains dans lesquels le C.E.A. s'est assuré une participation restera fonction de la stabilité politique de ces pays. On peut se demander s'il n'y a pas excès d'optimisme dans l'idée que le recours au nucléaire améliorera l'indépendance énergétique de notre pays ».

● La sécurité des réacteurs nucléaires à eau légère est garantie ? Non.

A preuve, les incidents de fonctionnement sont encore nombreux. Ces incidents risquent de se multiplier du fait que les réacteurs choisis par la France « peuvent être considérés comme des prototypes » et que le constructeur américain ne fournit pas, pour des raisons de concurrence, le détail de ses études de sûreté.

● Le financement du programme électronucléaire est-il assuré ? Non.

« La note nucléaire sera élevée » (plus de 10 milliards de Francs par an, sans compter l'usine d'enrichissement du Tricastin et le réseau de distribution d'électricité haute tension). « Il est permis de s'interroger sur la compatibilité de ce programme

avec nos possibilités de financement » et de se demander si le recours à de nouveaux emprunts sur les marchés étrangers « n'est pas de nature à réduire l'indépendance de notre politique énergétique ».

● Le coût de l'énergie nucléaire est-il compétitif ?

Cette semaine s'est ouvert à l'Assemblée Nationale, le débat sur le programme gouvernemental de développement de l'industrie nucléaire. Bien entendu l'intérêt réel de ce débat est des plus limité. Comme c'est la coutume, depuis quelques années, et sur les sujets les plus divers, le débat est dans la rue, dans les champs d'un côté, dans les officines des multinationales et des sanctuaires bureaucratiques de l'autre. Les données du débat n'ont été diffusées auprès d'un large public que par les parties antagonistes et avec des moyens totalement disproportionnés en faveur de EDF, Westinghouse. Néanmoins, comme le prouvent entre autres les correspondances en provenance de Fessenheim, Braud-Saint-Louis, Paris, Nancy, etc... là où tout se décide c'est-à-dire sur place, le mouvement populaire s'affirme et se renforce plus que jamais : zut une centrale, chic un Larzac !

C'est de moins en moins vrai, car les calculs d'E.D.F. ont négligé certains éléments (transport de l'électricité - destruction des centrales usagées), surestimé la durée de fonctionnement des réacteurs (« le taux de disponibilité de 75 % retenu par E.D.F. n'a jamais été atteint ni aux U.S.A. ni en France ») sous-estimé le coût

de construction des centrales (+ 26 % depuis janvier 1974) et le prix de l'uranium (+ 20 % en un an).

● Les mesures sont prises contre les nuisances du nucléaire ? Non.

« La plupart des questions posées par le réchauffement des

eaux fluviales et maritimes, par la dégradation des paysages du fait de l'extension des circuits de distribution électrique et de la multiplication des tours de refroidissement, par la protection contre les radiations et par le stockage des matériaux radioactifs résiduels ne sont pas encore résolus de façon satisfaisante et

pourraient laisser place au doute ».

● Il n'existe pas d'alternative au nucléaire ? Si.

« Il est certainement possible de réduire dans une proportion significative (1/3) la part à accorder dans dix ans à l'énergie nucléaire ». Notamment, grâce à de nouvelles centrales hydro-électriques, à la récupération des eaux chaudes rejetées par les centrales et à l'exploitation des énergies nouvelles (géothermie - solaire - éolienne).

Mesmin ne propose donc que de ralentir le programme nucléaire et non de l'arrêter. Ses motivations ne sont pas les mêmes que les nôtres : il ne parle pas de la société militarisée à laquelle conduit nécessairement le nucléaire. Mais sa prise de position témoigne d'une rapide sensibilisation de la population aux dangers du programme nucléaire.

La première étape de notre bataille est donc en voie d'être gagnée...

Michel SYLVAIN ■



le 25 à Braud-St-Louis

Après la manifestation de dimanche 11 mai à Braud-St-Louis organisée (uniquement de bouche à oreille) par le Comité de coordination et de lutte contre l'implantation de la centrale, les occupants d'un jour — qui étaient 5 à 600, et qui se sont heurtés sans gravité aux gendarmes mobiles — organisent un grand pique-nique joyeux le 25 mai, pour le déjeuner, sur les lieux occupés illé-

galement par EDF. Les militants et les autres, directement concernés par l'implantation de la centrale, sont invités à s'y rendre avec musique et fanfare. D'autre part, les agriculteurs menacés viennent de créer, comme ceux du Larzac, un groupement foncier agricole (GFA). Comme on dit dans les Charentes, ce n'est qu'un début...

Correspondance ■

le 25 mai
contre le programme
nucléaire
marche internationale
sur Fessenheim



FEMMES

une interview de militantes du cercle Dimitriev

Les femmes et l'autogestion

Vient de paraître une brochure intitulée « **Pour un féminisme autogestionnaire** » (1) produite par le « cercle Dimitriev » du Mouvement de libération des femmes. C'est la première fois que, parmi les partisans d'un mouvement autonome de femmes, se dégage un courant s'affirmant explicitement dans le mouvement pour l'autogestion socialiste.

Le cercle avait déjà publié en 1972 une plate-forme de discussion qui avait donné lieu à des clarifications dans le mouvement féministe, en articulant notamment la lutte des femmes à la lutte des classes.

Aujourd'hui, en liant les luttes des femmes à la lutte pour l'autogestion, le cercle Dimitriev relance le débat avec un éclairage nouveau : sur quelles bases peut se faire la participation massive des femmes à la révolution ; sous quelles formes ? Autant de questions qui n'ont pas encore reçu les réponses qu'elles méritent... Pour participer à une information plus large sur ces questions, et relancer le débat politique, nous avons interrogé à ce sujet des militantes du cercle Dimitriev.

TS : Vous vous réclamez du MLF. Quel sens cela a-t-il quand les luttes des femmes se développent largement et ne semblent guère se reconnaître dans le MLF ?

D : Le sigle MLF nous sert de référence double. D'une part, nous revendiquons l'appartenance à un mouvement qui, à une époque, était le seul à poser les problèmes des femmes. Quelle qu'ait été la manière dont ils ont été posés, c'était nécessaire à une certaine prise de conscience. D'ailleurs, on ne peut se contenter, à notre avis, de caractériser le MLF seulement comme un signe avant-coureur de la montée des luttes de femmes ; nous pensons qu'il y a largement contribué.

D'autre part, en nous référant à ce sigle aujourd'hui, nous proclamons notre volonté de construire un véritable mouvement de libération des femmes, autonome et de masse.

Dans l'abîme qui semble encore exister entre l'extension des

luttes des femmes et l'impact réduit du MLF, ce n'est pas le désir de se regrouper pour lutter en tant que femmes qui est en cause, mais le manque de fonctionnalité du MLF par rapport à ces luttes. Notre courant a pour objectif de réduire ce fossé. C'est d'ailleurs la seule justification d'une organisation de femmes : elle doit proposer des objectifs, populariser les luttes, en faire bénéficier toutes les femmes, faire s'échanger les expériences, etc.

TS : Sur quoi se fonde aujourd'hui, pour vous, l'organisation autonome des femmes pour leur lutte, alors que les organisations politiques et syndicales semblent vouloir prendre en charge les problèmes des femmes ?

D : Il est vrai qu'aujourd'hui toutes les organisations du mouvement ouvrier intègrent à leurs programmes les préoccupations des femmes, et, parmi elles, les organisations révolutionnaires. Cependant, les raisons très profondes qui motivent, à notre avis, la construction d'une organisation autonome des femmes n'en sont pas pour autant modifiées : la crise du capitalisme entraîne des couches de femmes toujours plus nombreuses à contester leur condition.

De ce fait, les femmes sont, seules, capables de mener à bien leur lutte. Ce qui crée un rapport de forces nouveau, dont la manifestation la plus évidente a été la prise en compte par tous d'une série de revendications féminines.

Ce qui est en jeu, c'est aussi le déclassement nécessaire entre les travailleuses, les femmes au foyer, les jeunes scolarisées, etc., afin d'élaborer des revendications qui s'attaquent à l'oppression des femmes sous toutes ses formes et à tous les niveaux : par exemple, comment peut-on se battre pour la retraite à 55 ans (60 ans pour les hommes) alors que cela entérine le travail supplémentaire que font les femmes à la maison ?

Par ailleurs, l'exemple le plus parlant est celui des travailleuses de LIP : il leur a fallu se regrouper pour mener une bataille supplémentaire alors qu'elles ont participé à la grève la plus avancée de la classe ouvrière.

TS : Quel sens a pour vous la référence à l'autogestion ?

D : Nous pensons que les femmes, à travers les combats qu'elles mènent, confirment que la lutte révolutionnaire aujourd'hui doit approfondir l'idée de l'auto-

gestion. En effet, dans les entreprises, ça n'est pas un hasard si l'exemple des LIP a été repris en premier et surtout par les femmes. Ce n'est pas une affirmation sentimentale ; elle repose sur la place spécifique que les femmes occupent dans la production. Mais, au-delà des entreprises, les aspirations autogestionnaires des femmes se manifestent aussi à travers les luttes dans les quartiers où est mise en cause la prise en charge des enfants, de la santé, de l'aménagement de l'espace social. Les femmes remettent en question leur rôle social traditionnel, et sont amenées à y opposer le contrôle, la prise en charge collective, l'autodétermination. Quant à la lutte pour l'avortement, elle exprime la volonté de réappropriation de son propre corps.

Avec les femmes, l'autogestion prend une dimension nouvelle : elle concerne le corps, les relations inter-personnelles... L'autogestion, enfin, c'est-à-dire la pratique autogestionnaire, c'est le lien profond qui existe entre les aspirations des femmes et le projet révolutionnaire.

Propos recueillis par
Corinne WENGER

(1) en vente à la librairie Syros

P.S.U. - Documentation

Numéros disponibles :

N° 22 - 23 Sur le mouvement politique de masse 2.00
N° 24 - 25 La police dans la lutte des classes 2.00
N° 26 Rosa Luxembourg 1.00
N° 27 - 28 La crise du système monétaire international 2.00

N° 42.43.44 Le mouvement révolutionnaire et l'Université 3.00
N° 51 Le recrutement 1.00
N° 52.53.54 Quand les patrons vont à l'école 3.00
N° 67.68.69 Capitalisme et Consommation 4.00

N° 70.71.72 coopération du néo-colonialisme 4.00
N° 75.76.77 Le P.S.U. Dossier d'Accueil 4.00
N° 78.79 Sur la Question Agricole 3.00
N° 80.81.82.83.84 PORTUGAL en lutte 6.00

N° 85 Le PSU analyse le rapport Sudreau 2.00

Abonnement : 20 N° F 30.00

A adresser à :
Editions Syros
9, Rue Borromée. 75015 Paris
C.C.P. 19 706 28 Paris

Beaucoup de militants s'interrogent sur ce que peut ou doit être l'institut ouvrier, en quoi il peut concerner l'action du secteur Entreprise du parti. Pour répondre à cette question, une brochure d'information et, surtout, de propositions de débats doit être publiée prochainement. Le secrétariat de la CNE en a rédigé le préambule que nous publions ci-dessous.

Un projet d'institut ouvrier pour le développement des pratiques collectives a vu le jour il y a quelques mois. Au moins un cahier de discussions a été en principe diffusé parmi les militants ouvriers susceptibles d'être intéressés.

Or, malgré les discussions que nous avons pu avoir au congrès d'Amiens et les résolutions votées depuis par la DPN, nous avons pu constater, lors de la conférence nationale Entreprise réunie à Colombes les 19 et 20 avril, que le débat sur cet institut n'est guère pris en charge à la base dans le PSU, le manque d'informations précises en étant la cause essentielle.

Une telle situation ne peut s'éterniser si nous voulons que le projet se réalise.

où en sommes-nous ?

Nous ne reprendrons pas ici l'exposé des raisons pour lesquelles la création d'un institut ouvrier nous semble capitale. Nous allons seulement mettre l'accent sur ce qui pose problème.

1. — Il est évident que l'institut ouvrier prendra tout son sens s'il est capable de rassembler en son sein un nombre important de militants syndicalistes, donc si le fait d'y participer n'entraîne pas dès le départ une levée de boucliers.

Il ne suffit pas d'affirmer que l'institut ne se substituera en aucun cas aux organisations déjà existantes, tant syndicales que politiques, pour que la méfiance tombe d'elle-même. Il faut que les contours du projet échappent à de telles critiques et que le doute ne subsiste pas en raison de la pratique antérieure d'une partie des initiateurs.

Lorsque existent des carences importantes ou des besoins criants, la même idée peut émerger de plusieurs côtés à la fois. L'idée de l'institut avait donc été émise il y a un peu plus d'un an par des camarades de la direction de la région parisienne, alors minoritaires dans le parti.

Simultanément à la suite de leur coopération dans le conflit LIP, nos camarades de Besançon et l'ancienne équipe des **Cahiers de mal** ont suivi une démarche analogue qui a abouti au texte du projet initial.

Or, la présence de l'ancienne équipe des **Cahiers de mal** provoque de très nombreuses réticences parmi les militants syndicalistes.

Nous avons pu nous-mêmes nous rendre compte, lors des réunions préparatoires, que les militants ouvriers influencés depuis des années par les **Cahiers de mal** prennent en fait l'institut comme une nouvelle organisation syndicale, ce à quoi nous nous refusons catégoriquement.

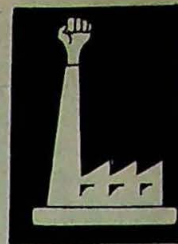
Rappelons par ailleurs que les **Cahiers de mal** ont été porteur d'une idéologie foncièrement populiste dans laquelle l'auto-organisation des masses finissait par impliquer l'inutilité des syndicats et des partis, voire de la politique elle-même.

L'institut ouvrier ne doit pas apparaître comme étant l'appendice d'un quelconque parti ou groupe s'il veut avoir une audience ouverte, mais d'un autre côté il est indispensable que les forces qui en sont à l'origine le disent pour lever ambiguïtés et sous-entendus.

Chacun comprendra alors l'importance des contacts avec des militants syndicalistes ou le C.E.-RES pour écarter toute velléité « hégémonique ».

2. — Le projet initial s'intitule « **Institut ouvrier pour le développement des pratiques collectives** ».

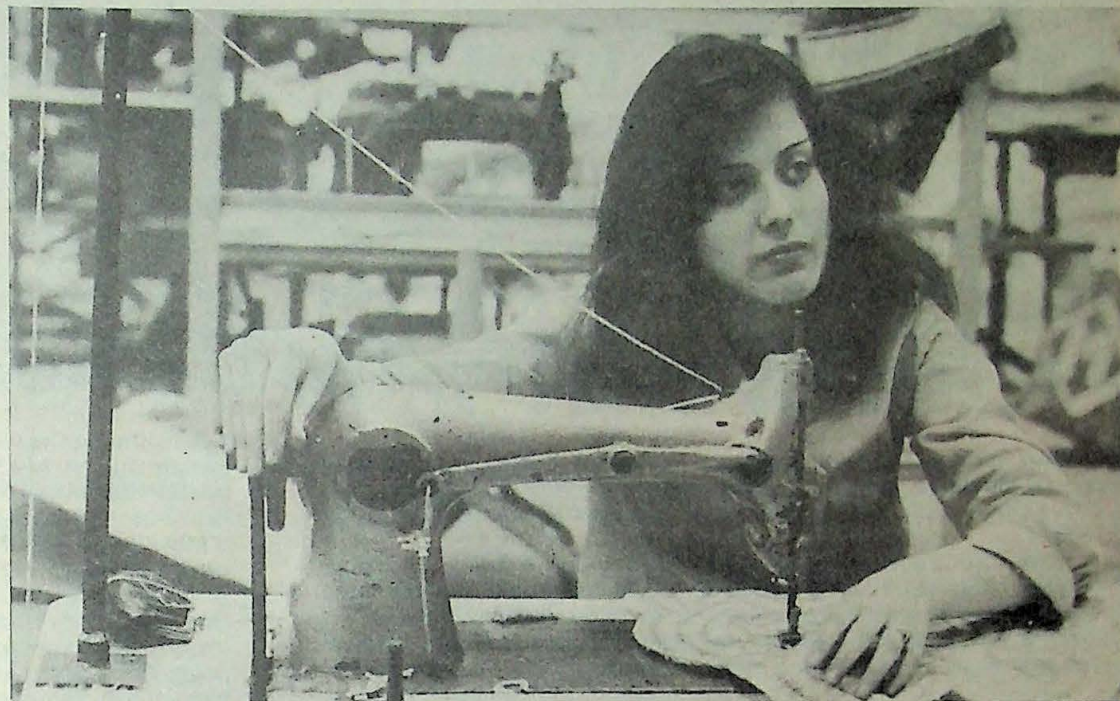
pour un institut ouvrier



De fait, la proposition qui nous est soumise dans le cahier de discussions n° 1 tourne presque exclusivement autour de l'exercice de la démocratie ouvrière.

Peut-on cantonner le rôle de l'institut à « l'intervention » sur la forme de la lutte sans que se pose immédiatement le problème du fond, du contenu ?

- des moyens matériels (caméra pour filmer, etc.) ;
- des moyens intellectuels (mise en contact avec des médecins, des économistes, etc.) ;
- diffusion des acquis des luttes exprimés par les travailleurs eux-mêmes. Qu'entendons-nous par diffusion des acquis des luttes exprimés par les travailleurs eux-mêmes ? Cela signifie que toutes les informations sous toutes les formes concernant



Occupation à Everwear

Faut-il croire que la « **créativité populaire** » au niveau de la démocratie conduit automatiquement à faire apparaître la nature profonde du capitalisme sans qu'il y ait aussi besoin d'apports concernant les objectifs de lutte ?

Il a donc semblé à nombre de militants qu'il était nécessaire de compléter le projet initial pour lui donner une base politique claire, d'où le texte proposé par la CNE.

Même si les membres du parti estiment en effet que l'institut sera le diffuseur des acquis des luttes tant au niveau des pratiques collectives que d'objectifs significatifs dont le contour est précisé, il restera une question importante à trancher :

Pourra-t-on affirmer dans la charte de l'institut, sans que cela risque pour autant d'en éloigner les travailleurs, que la démocratie ouvrière, la participation effective à la définition des formes de lutte, etc., portent en elles l'axe du contrôle ouvrier et de l'autogestion ?

Tactiquement ce qui est implicite doit-il immédiatement prendre une forme explicite ?

quelle intervention concrète ?

Essayons de décrire très brièvement ce que pourrait être le fonctionnement de l'institut.

Les animateurs, tant locaux que nationaux, seront en possession, si les modifications que nous avons proposées sont acceptées, d'un axe politique dépourvu d'ambiguïté. Ils ne sont donc pas « neutres ».

Par contre l'institut et ses animateurs ne s'expriment pas en tant que tels ; ils fournissent des outils aux travailleurs, à savoir :

les luttes émanant des travailleurs et sont contrôlées par eux ; ce n'est pas l'animateur qui se transforme librement en journaliste et en analyste.

Intervenant sur une lutte donnée, un animateur de l'institut peut estimer que toutes les implications de celle-ci n'émergent pas ; il pourra alors proposer de mettre en contact les travailleurs avec d'autres qui ont mené des luttes analogues, ou diffuser des documents divers élaborés par les travailleurs qui se sont trouvés dans des situations voisines.

L'institut est le catalyseur de la réflexion et de l'action, il ne la mène pas lui-même.

Le mode de fonctionnement que nous énonçons et qui mérite d'être approfondi est le garant minimum afin d'éviter que l'institut ne devienne très vite le lieu privilégié de la foire d'empoigne de tous les groupes révolutionnaires.

Si cette dernière situation se réalisait, l'institut s'effondrerait.

institut et secteur entreprise du PSU

Nombre de militants du parti se livrent à la réflexion suivante : « D'un côté, il s'agit de mettre sur pied un secteur entreprise dynamique, de l'autre côté il va falloir s'investir dans l'institut. Ce n'est pas possible d'être partout à la fois ».

Il faut bien comprendre que l'on ne peut en aucun cas poser les deux démarches en terme de priorités antagonistes.

L'une et l'autre sont indispensables. Le développement de l'institut, l'importance de son audience et de sa crédibilité faciliteront notre implantation dans les entreprises.

Le secrétariat de la CNE ■



Occuper, vendre et après ?

Aux quatre coins du pays, de multiples grèves se déroulent contre les licenciements ou la fermeture de l'entreprise, sans que l'on puisse pour autant constater la moindre coordination entre elles.

A la date du 10 mai 1975, la CFDT évaluait à une trentaine le nombre d'entreprises occupées, certaines depuis juillet 1974 comme les Tanneries d'Annonay ou Buda, par exemple. Dans une dizaine d'autres, les travailleurs redémarrent la production et la vendent pour s'assurer un salaire de survie.

□ Tous ces conflits concernent plus particulièrement le secteur des petites et moyennes entreprises, leurs effectifs dépassant rarement 500 personnes (Grandin-Porcher-Gambin) et aucune 1 000.

étrangler sans bruit, ni scandale

Si une bonne part de ces actions s'inspirent directement de l'exemple de LIP, elles n'en ont ni l'impact, ni la résonance, en raison d'une volonté délibérée du pouvoir de les étrangler sans bruit et sans scandale. La méthode Giscard semble refuser les solutions de force voyantes et préfère la voie du pourrissement. Parfois, même, une teinte de paternalisme entoure l'action syndicale. A la limite, lorsque l'élimination du « canard boiteux » est particulièrement coriace en raison de la résistance des travailleurs, la solution que semble suggérer le pouvoir incline plutôt vers la solution de la coopérative. C'est le cas, en particulier, chez Teppaz. La responsabilité est dans ce cas assumée entièrement par une minorité privilégiée, dont le comportement, dicté par les lois du marché capitaliste, ressort directement du pouvoir patronal.

Il ne faut pas se dissimuler ce danger qui apparaît nécessaire-

ment lorsque la lutte des travailleurs ne trouve pas d'issue.

l'isolement...

Il ne faut pas se dissimuler non plus que la conscience de leur isolement et du manque de perspectives pousse une partie importante des travailleurs à rechercher une solution individuelle, pour autant qu'il en existe une, et à s'éloigner par conséquent de la lutte. C'est un obstacle réel que l'on ne peut surmonter en partie qu'en unifiant et coordonnant ces luttes. D'où l'importance de l'initiative prise par LIP tendant à rassembler tous ces petits LIP dans une conférence large où seraient débattus les moyens à mettre en œuvre pour briser l'isolement et ouvrir une perspective.

Pour l'ensemble de ces petites entreprises, la bourgeoisie semble tabler sur ses plans de restructuration ou de liquidation pour décourager, ou désamorcer, les velléités offensives des travailleurs. Il ne faut donc pas compter sur son laisser-aller.

Dans les secteurs décisifs, au contraire, le pouvoir cherche l'épreuve de force.

Car il n'en est pas de même lorsque des secteurs vitaux ou décisifs sont en cause. L'attitude du gouvernement lors des conflits des PTT, de Renault ou d'Usinor est éclairante à cet

égard. Compte tenu de leur importance dans leur branche respective, ces entreprises sont susceptibles par leur simple masse d'avoir un pouvoir d'entraînement. Le gouvernement montre alors de quoi il est capable et sait tracer les limites au-delà desquelles il ne saurait accepter que l'opposition s'engage, que ce soit au niveau des objectifs (les 250 F uniformes inacceptables) ou des formes d'action non prévues.

...ou l'épreuve de force

Chirac est intervenu personnellement pour rappeler les syndicats à la règle du jeu, tenter de dresser l'opinion publique contre les grévistes qui seraient dirigés par des agitateurs minoritaires ou des syndicats irresponsables. Même accompagnée de miettes, la recherche d'une position de force est patente de même qu'apparaît la volonté d'infliger un échec aux syndicats. Au nom de la liberté du travail, la répression devient la seule règle. Constats d'huissiers, citations en référé, procès, licenciements, interventions des forces de l'ordre se succèdent sans désespérer. Luites sociales et luttes politiques s'interpénètrent profondément et il ne saurait être question d'éviter cet aspect.

Il existe une caractéristique commune à tous les conflits en cours : le fait que la responsabilité des luttes repose sur une fraction du personnel par rapport à l'ensemble des effectifs employés, quand ce n'est pas sur une avant-garde seulement. C'est vrai dans les entreprises qui ont repris la production et la vendent.

Ce l'est également dans les grandes entreprises où une

grande partie du personnel reste sur la réserve, ne manifeste qu'une sympathie platonique ou bien même est carrément hostile. C'est ce qui permet évidemment les manœuvres du gouvernement.

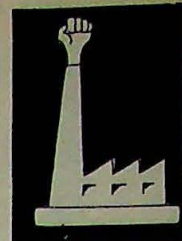
Malgré les 80 à 90 % recueillis dans les élections professionnelles, la CGT et la CFDT, même unies, n'ont pas une force suffisante pour surmonter ces réticences. Incontestablement, la polémique entre le PC et le PS pèse sur les travailleurs. Que veulent-ils ? Jusqu'où veulent-ils aller ? Sont-ils prêts à assumer l'épreuve de force ? Ne sommes-nous conviés qu'à des barouds d'honneur, à des meetings, à des actions ponctuelles inutiles ? Telles sont les questions communément débattues.

quel débouché politique ?

Si l'on y ajoute le manque de perspectives autres que des élections en 1978, on ne peut être étonnés de rencontrer des difficultés pour élargir ou généraliser les grèves. L'opiniâtreté manifestée dans tous les conflits par les travailleurs lorsqu'ils sont effectivement engagés dans la lutte montre que la combativité ne peut pas être mise en cause.

Ces limitations de l'union de la gauche au plan des perspectives, du programme et des formes d'action, rendent plus nécessaire que jamais l'intervention du PSU aux côtés des salariés pour aider à la multiplication et à la coordination des initiatives les plus avancées des travailleurs.

Henri DUPARC



Lutter contre le chômage, c'est possible

Les pessimistes clironnaient que la grève ne tiendrait pas trois jours en ce début de semaine. Pourtant les sidérurgistes avaient largement doublé le cap d'une semaine d'action, les travailleurs de l'acier, celui des 15 jours. La combativité de la classe ouvrière est une réalité à Dunkerque.

Il est vrai que dans ce pôle d'industrialisation, de développement national, on a pensé à tout sauf aux travailleurs. L'environnement est dépravé, l'habitat médiocre, la vie est chère. C'est le régime des feux continus qui altère la santé, détruit la vie de famille, la vie sociale. Ce sont les longues heures passées dans les autobus qui drainent la main-d'œuvre à des dizaines de kms à la ronde.

Il est certain ainsi que la lutte n'était pas facile. Le chômage partiel ne touchait alors qu'un peu moins d'un tiers du person-

nel et pouvait être un élément de division entre ceux qui percevaient leur salaire plein et ceux qui voyaient leur fiche de paie amputée de 250 F. Et puis, on le sait : contre les grévistes soutenus par la CGT et la CFDT, les capitalistes avaient mis le paquet. Les CRS d'abord, bientôt relayés par les cadres et une certaine « maîtrise », agresseurs de piquets de grève. Et Bergeron en renfort, semant la division et s'efforçant de jeter le discrédit sur les travailleurs en lutte. La justice aussi, prompt à se ranger aux ordres du patron. Ce n'est pas nouveau.

Usinor a refusé en bloc toutes les revendications : chômage indemnisé à 100 % et 250 F d'augmentation uniforme. « Usinor peut payer » ont répété les travailleurs. Le trust a accumulé pendant des années des super-bénéfices et pourrait fort bien supporter le coût des revendications : il lui en aurait coûté beaucoup moins que les pertes

qu'il subit en raison de la paralysie de l'usine. Mais voilà, Usinor refuse de négocier. A l'heure du dialogue, de la concertation à la sauce Giscard, il ne connaît qu'une méthode : la provocation, la répression, la force.

« On n'a jamais vu un patron comme cela ! » disent les travailleurs et les femmes de travailleurs qui — fait relativement nouveau — ont, en nombre grandissant, pris une part active à la lutte, à sa popularisation.

Lettres anonymes envoyées aux familles, sanctions contre les militants ; en dernier lieu, citation de dix délégués en justice pour « entrave à la liberté du travail ».

Usinor a eu recours à toutes les ficelles. Mardi, la justice de classe s'est une fois de plus distinguée en condamnant les travailleurs à évacuer les piquets.

Hélas pour elle, cette fois, Ponia a fait ses comptes et décidé

que l'intervention des « compagnies de réserve de la sidérurgie » était « inopportune ».

Mardi matin les piquets étaient en place. La lutte contre le chômage a l'appui grandissant de l'opinion publique, qui ne comprend pas pourquoi les barons de l'acier s'enferment dans une attitude méprisante et intransigeante. Voilà où l'on en est.

Dunkerque, la preuve est faite qu'il est possible de lutter contre le chômage imposé par le patronat et le gouvernement. Mais il serait temps que l'ensemble des sidérurgistes de France, logés à la même enseigne, comprennent que la paralysie de Dunkerque ne doit pas servir à débloquent le problème du chômage uniquement chez eux. La généralisation de la lutte, voilà un atout important. Le PSU à Dunkerque, à Calais et ailleurs, s'y emploie.

Pierre JANSEN ■

Selon Ponia, ils sont hors-la-loi...

● Conflits sur les problèmes d'emploi avec occupation (au 10 mai 1975)

Nom	Lieu	Nombre de travailleurs	Début du conflit
TFR — Tanneries d'Annonay		490	12 juil.
Buda — Confection, Toulon		50	31 juil.
Radiac — Electronique, Briare		60	2 oct.
Fantasia — Maroquinerie, Lyon		300	5 déc.
Isotube — Tube plastique, Marquette		60	13 déc.
CLEM — Confection, Villeneuve-sur-Lot		30	16 déc.
Piron — Métaux, Bretoncelle		80	16 déc.
Mapa-Fit — Chaussure, Chababre		300	8 janv.
Griffet — Grue, Marseille		400	10 janv.
Amisol — Amiante, Clermont-Ferrand		270	début jan.
Aloa-Marine — Bateaux, Cannes		250	31 janv.
Triton — Métaux, Bagnolet		130	28 janv.
Grandin — Electronique, Montreuil		900	5 fév.
Everwear — Textile, St-Quentin		200	10 fév.
Badin — Métaux, Toulouse		45	3 fév.
Chaffour — Imprimerie, Vitry		235	14 fév.
Teppaz — Electrophone, Lyon		230	18 mars
Lacourtenourt — Papeterie, Toulon		250	24 mars
Abattoir de volaille — Pleymet			25 mars

Solame — Matériel électrique, Pezenas	4 avr.
CIP (Bailleuil) — Monceaux-les-Mines	100 5 avr.
Imprimerie du Palais, Paris	27 11 avr.
Catelin — Meuble, Angers	120 14 avr.
Porcher — Matériel sanitaire, Revin	930 14 avr.
Gambin — Machine-outil, Viuz-en-Gallaz	650 17 avr.
Georges — Machine-outil, St-Dizier	70 17 avr.
Dupont — Briquet, Faverges	23 avr.
Bariol — Réparation de péniches, Arles	60 30 avr.
Usinor — Dunkerque	7 000 28 avr.
Westinghouse-Konen, Nice	
Currus — Automobile, Massy	200 3 avr.

● Entreprises fabriquant et vendant leur production

TFR à Annonay (490) : fabrique et vente de peaux.
Buda à Toulon (50) : petits sacs en tissu et jeans.
Isotube à Marquette (60) : gadgets en plastique.
Piron à Bretoncelle (80) : pieds de lampes.
Everwear à St-Quentin (200) : couvre-lits.
Teppaz à Craponne (Lyon) (230) : électrophones.
CIP à Nœux-les-Mines : tabliers et vêtements d'enfants.
Abattoirs de Pleymet (Côtes-du-Nord) : volailles.
Westinghouse-Konen à Nice : petites haches en fer forgé.
Délice des Cévennes à la Grand Combe (130) : pâtisserie.

librairie éditions Syros

Commande & Règlement à : EDITIONS SYROS,
9, Rue Borromée, 75015 PARIS

L'ETAT PATRON	40,00 F
Philippe Brachet	
LE MOUVEMENT TROTSKYSTE EN FRANCE	30,00 F
Yvan Craipeau	
SERVITUDE ET GRANDEUR DU P.S.U.	30,00 F
Edouard Depreux	
L'ENFER DES POMPIERS	24,00 F
J.J. Lubrina (journal d'un pompier de Paris)	

AUTOGESTION ET REVOLUTION SOCIALISTE	8,00 F
Colloque autogestion janvier 1973	
CHILI 1970-1973 : UN PEUPLE EN LUTTE	10,00 F
Collectif Chili	
CHILI : LES DOCUMENTS DU COMLOT I.T.T.	10,00 F
Jack Anderson	
LE « MAI » DES BANQUES	10,00 F
Militants C.F.D.T.	



Teppaz : attente ou offensive ?

Après la mise en route de la production, la constitution d'un comité de soutien et l'organisation d'une journée « portes ouvertes », les travailleurs de Teppaz se heurtent aujourd'hui à une contre-offensive conjuguée des pouvoirs publics et de Force Ouvrière.

★ Au conseil général, le préfet se prononce publiquement pour une soi-disant « coopérative ouvrière » qui implique le licenciement sans reclassement de 130 travailleurs, des salaires d'OS1 à 1 280 F brut, des salaires de cadres à 7 000 F avec la même hiérarchie.

FO s'est lancée dans une campagne de signatures et de déclarations sur le même thème. L'argent semble réuni par les « promoteurs de la coopérative ». La menace d'une intervention policière pour permettre la mise en route de l'affaire se précise de plus en plus.

repandre l'offensive

Dans ces conditions, le choix est clair : l'attente ou l'offensive. L'union des métaux CFDT semble avoir choisi une attente mitigée qui peut s'avérer catastrophique pour les travailleurs. Aucune revendication n'est avancée en dehors de la défense des 230 emplois. On en est réduit à attendre un patron compatissant et les études de marché de Syndex.

La vente sauvage des appareils, moyen essentiel de popularisation dans les entreprises et les quartiers, est freinée pour l'instant sous des prétextes techniques qui n'empêchent pas l'organisation d'une vente dans les locaux du PS (on se demande qui popularise qui ?). Le comité de soutien qui avait suscité une réelle mobilisation est vidé de toute capacité d'initiative, à tel point qu'un camarade de la CFDT-bâtiment en venait à se demander s'il pourrait survivre encore longtemps.

Aujourd'hui les seules perspectives sont la diffusion d'un tract et l'organisation d'un gala de soutien dont on a pu obtenir à grand peine qu'il comporte des

interventions de travailleurs en lutte (sans parler d'un véritable débat).

nationaliser l'entreprise

Pour sa part, la fédération du Rhône du PSU estime que, seule, la reprise de l'offensive peut permettre d'obtenir une victoire. Le nécessaire renforcement de la lutte à l'intérieur de l'entreprise n'est pas du tout contradictoire, au contraire, avec le développement du soutien extérieur.

Au sein du comité de soutien, le PSU, depuis le début, a toujours insisté sur l'importance des ventes d'appareils comme forme de popularisation, sur le développement maximum du comité de soutien en proposant notamment son apparition lors du 1er mai, ce qui fut refusé au nom des accords CGT, CFDT, FEN. Pratiquement il a participé à la préparation de la journée « portes ouvertes » et organisé la venue des Teppaz à la fête de **Politique-hebdo** où le stand Teppaz a connu un réel succès puisque tous les appareils ont été vendus et de nombreuses signatures de soutien récoltées. Il participera, naturellement, à l'organisation du gala.

A l'extérieur du comité de soutien, le PSU fait connaître ses propres positions à travers un tract et des affiches. Pour nous, il ne s'agit pas d'attendre un patron compatissant... jusqu'à la prochaine faillite ou concentration. Les travailleurs ne sont pas responsables des aléas de la conjoncture, ils n'ont pas à dépendre des bonnes volontés d'un patron. Leur seule garantie, c'est la nationalisation de l'entreprise sous leur propre contrôle, axe de bataille permettant l'unification de tous les travailleurs en lutte pour l'emploi.

C'est dans cette perspective qu'il s'agit de soutenir les minilips en popularisant partout leurs luttes par la vente de leurs produits, en développant partout des comités de soutien, en favorisant l'unité des travailleurs et des chômeurs contre le régime de l'inflation et du chômage.

Gérard FELDMANN ■

unimel : du rififi dans le pain d'épice

Unimel est une entreprise d'environ 200 employés, située sur la zone industrielle de Saint Ferjeux, très à l'écart du centre de Besançon. Elle dépend du trust « Générale Alimentaire », et est spécialisée dans les produits sucrés (une odeur douceâtre de pain d'épice flotte dans les parages de l'usine) et surgelés (tartelettes, croissants, pizzas...). L'usine était réputée si calme que l'on venait d'y détacher la direction générale. On embauche 47 travailleurs temporaires sous contrats de deux mois, renouvelables « suivant les exigences de la production », sans la moindre garantie, on y octroie une prime de vacances de 500 F aux cadres... mais pas au personnel de production.

La grève démarre donc vendredi 25 avril. Les travailleurs réclament la titularisation des temporaires, une prime de vacances de 500 F pour tous, 1 500 F minimum à l'embauche, etc...

L'usine contient d'importants stocks de produits frais ou surgelés. Aussi, dès le lundi 28, la cour de l'usine est-elle occupée pour empêcher tout départ de la production. Des piquets de grève s'organisent, et bientôt l'usine est occupée massivement nuit et jour.

Des commissions (popularisation, information, solidarité, accueil) font des collages d'affiches et organisent des collectes. Des représentants d'Unimel participent à une

fête organisée par les collectifs lycéens au fort Bregille, rendu célèbre par Lip.

Les grévistes réclament la présence aux négociations de deux militants du comité de grève récemment créé. La direction n'accepte que la titularisation de 21 temporaires et demande que les négociations aient lieu hors de l'usine. Nous refusons fermement, pour que les discussions continuent là où sont les grévistes.

Le lundi, nouvelle manœuvre de Tournier, le directeur. Mais le vote « libre » qu'il tente d'organiser échoue, et il est contraint de reprendre la négociation. Il n'y propose rien de nouveau que d'avancer une augmentation de 30 F, prévue pour juillet, au moins de juin. Parmi les syndicalistes, un certain flottement se fait jour et crée une relative confusion chez les travailleurs.

Mais, le mardi matin 6 mai, à 10 h, la direction tente un grand coup. Le patron a pris lui-même la tête d'un groupe de cadres et autres zélés serviteurs, au nom bien sûr de la « liberté du travail ». Tous ces fanatiques du boulot se précipitent à la reconquête de la sainte « propriété privée ». Ils cognent même des non-grévistes et des enfants. Repoussés énergiquement, ils ne sont parvenus qu'à... ressouder la résolution et la combativité des travailleurs. Et d'autres entreprises proches (Kelton, Lip, Bourgeois, Quenot etc.).

le PSU avec les travailleurs



Les couvre-lits d'Everwear, les électrophones de Teppaz sont en vente au siège du PSU, 9, rue Borromée Paris 75015 Tél. 566.45.37

● Victoire à la Vigne-Marou : 12 militants libérés !

Les douze militants du piquet de garde de la Vigne Marou à Plessis (Loire-Atlantique) occupée depuis le 4 avril ont été acquittés.

Pris le 27 avril à 7 h par les CRS qui avaient envahi la ferme et les avaient

emmenés en prison, les douze inculpés avaient été condamnés le lendemain par un tribunal de « flagrant délit » sans qu'ils aient pu préparer leur défense.

Ce n'est pas sous la pression « de la population » que le préfet avait ordonné

l'expulsion, mais plutôt à cause de la popularité et du succès que cette lutte avait rencontrés auprès des ouvriers de la région. Le jour du jugement, à l'appel de la FDSEA de Loire-Atlantique et des Paysans-travailleurs, une manifestation regroupant 2 000 ouvriers et paysans de

la région s'est tenue à Rennes. Un sit-in a eu lieu devant le Palais de Justice et a été levé aussitôt annoncé le verdict : acquittement de tous les inculpés. En effet, la cour d'appel de Rennes avait estimé que les preuves n'étaient pas réunies pour manque de motifs du mandat de dépôt.

**dans la
presse
aussi...**

le congrès des journalistes CFDT :

social



vers une fédération de l'information

maintenant le SJF à la fédération CFDT des professions artistiques et culturelles, tout en souhaitant que celle-ci s'élargisse, très vite, dans une grande fédération de l'« industrie de l'information » qui devrait regrouper les techniciens de l'audio-visuel, les ouvriers du Livre et de l'édition et les journalistes. Même patron, même combat : c'est le sens de cette décision.

Le second axe du congrès est encore plus important : il concerne « les droits de l'équipe rédactionnelle ». La motion votée au congrès devient un document de base qui doit, à court ou à long terme, orienter l'action du syndicat dans les entreprises. Droits de l'équipe rédactionnelle, mais pas exclusivement : doivent, en effet, participer à la gestion de l'information tous les travailleurs

de la presse, les journalistes, les utilisateurs de l'information, les organisations syndicales interprofessionnelles. C'est la voie ouverte à l'autogestion qui, précise la motion, « ne pourra être réalisée que dans une société socialiste ».

Ces deux textes suffiraient à faire juger très positifs les résultats de ce congrès qui donna lieu par ailleurs à de nombreux affrontements entre la tendance dite « fédéraliste » et celle dite « autonome », jusque là majoritaire au bureau national. Les heurts sont normaux dans toute organisation syndicale. Par contre les procès d'intention, les attaques personnelles, les règlements de compte, les artifices de procédure pouvaient faire douter de l'esprit démocratique comme du degré de responsabilité d'une

majorité qui ne se résignait pas à devenir minoritaire.

De ce fait, c'est une nouvelle équipe, homogène, qui constitue le bureau national. Une équipe qui aura à faire aboutir les deux objectifs définis ci-dessus, qu'elle soutenait depuis longtemps.

La tâche ne sera pas facile au moment où les luttes se durcissent face à un patronat de combat ; les exemples ne manquent pas : **Parisien Libéré**, **France-Soir**... les objectifs immédiats : les conditions de travail, grille unique de salaires, garantie de l'emploi, protection des chômeurs... N'oublions pas qu'ils représentent à l'heure actuelle plus de 10 % de la profession...

Jean CAVAILLER ■

Solidarité de travailleurs avec tous les travailleurs de l'« industrie » de la presse, du Livre et de l'audio-visuel, orientation vers l'autogestion socialiste des structures de l'information : ce sont les deux conclusions essentielles à retenir du congrès du syndicat des journalistes français (SJF-CFDT) qui s'est tenu du 8 au 11 mai près de Toulon.

Le rattachement du SJF à une confédération ouvrière marquait déjà une volonté de ne pas faire du journaliste un professionnel en marge et de participer à la vie et aux luttes de la CFDT. Cette volonté s'affirme avec la décision du congrès de rattacher dès



pour un « Parisien » vraiment libéré

Changement de rythme au Parisien « Libéré ». Après un mois de mi-guerre, mi-paix, les travailleurs ont décidé de tout arrêter. Il n'y a plus de distinction entre le petit et le grand format : c'est la grève. Depuis plus d'un mois, le conflit a été marqué par des retards de parution et de nombreux accrochages avec les différentes éditions pirates qu'Amaury tentait de confectionner en province. On a vu ainsi des camions pleins de numéros pirates déraiper (ce verglas du mois d'avril, quelle calamité !), une imprimerie jaune de Béthune bloquée par les travailleurs, et même une imprimerie parisienne, avec un patron socialisant mais de choc — un patron d'avenir quoi ! — quelque peu perturbée dans son travail de sabotage.

Il reste néanmoins, malgré toutes ces actions de pointe, que le conflit, faute de perspectives, s'enlisait. En effet, dans ce conflit où Amaury joue le rôle de poisson-pilote pour tous les autres patrons, le temps joue contre les travailleurs. Dans le contexte de crise globale de l'imprimerie et après la grève de la Néogravure, l'enjeu, comme nous l'expliquions dans TS n° 650, c'est la convention collective nationale et ses annexes techniques qui établissent un rapport de forces favorable aux travailleurs du Livre. L'« unicité » syndicale CGT dans la presse parisienne constitue l'un des maillons essentiels de ce rapport de forces. Ce sont tous ces acquis que vise la direction du **Parisien**, soutenue au moins indirectement par l'ensemble des patrons.

En passant des escarmouches à la grève complète, les travailleurs du

Parisien se donnent une arme supplémentaire pour gagner. Une arme supplémentaire nécessaire mais peut-être pas suffisante. En effet, compte tenu du caractère particulier d'Amaury, une des issues possibles c'est la suppression du titre.

Certains des crocodiles de la presse, de l'**Aurore** à Hersant, ne dédaigneraient pas de reprendre quelques centaines de milliers de lecteurs. D'autres crocodiles, peu intéressés par cette clientèle, utiliseraient volontiers cette disparition (peut-être suicidaire) du **Parisien** pour mettre en cause au nom de la « liberté d'expression » la force du syndicat de la fédération française des travailleurs du Livre et, en premier lieu, la convention collective. Bien entendu, les patrons des imprimeries de labeur ne dédaigneraient pas ces arguments supplémentaires pour mettre au pas leurs propres travailleurs.

On le voit donc, dans toute cette affaire, si tous les patrons ne travaillent pas pour Amaury, Amaury travaille pour tous les patrons. Il s'agit donc, comme le dit le syndicat du Livre, d'une bataille décisive pour l'emploi, les salaires et les conditions de travail de l'ensemble des travailleurs du Livre et non des seuls travailleurs du **Parisien**. La grève avec occupation est une étape nécessaire mais insuffisante, compte tenu de l'enjeu. La généralisation de la grève à l'ensemble de la presse parisienne s'impose. L'édition d'un **Parisien des travailleurs** pourrait être un outil pour cette généralisation : les moyens existent.

C. WALK ■

● Le « bureau d'aide sociale » en action

Lundi 5 mai 1975, des membres musclés du Bureau d'aide sociale investissent le foyer de la rue du Château des Rentiers, à Paris. Ils embarquent les lits, ferment les baraquements et exigent comme préalable à l'entrée des locataires, des travailleurs africains noirs et quelques maghrébins, le paiement du loyer majoré. La préfecture s'était engagée à effectuer des travaux et à ne pas majorer le prix des loyers pendant

trois ans. Le non-respect de ces promesses a décidé les travailleurs immigrés à commencer une grève des loyers. La réponse du pouvoir éclaira sa conception de la politique à mener vis-à-vis des immigrés. Plus d'une trentaine d'autres foyers sont également en grève. La police en expulsera-t-elle les locataires comme elle vient de le faire rue du Château-des-Rentiers ?

milice au pays des merveilles

Il n'y a pas de milices dans le quartier de Triolo, dans la ville nouvelle de Villeneuve d'Ascq appelée aussi Lille-Est. Il n'y a pas de grèves de locataires dans les chaumières du Vexin, zone rurale à l'ouest de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise. Mais nous rapprocherons ces deux régions cette semaine dans une même visée stratégique. Celle du contrôle populaire sur l'urbanisme, l'aménagement de la vie. Décidés, informés, main dans la main avec les promoteurs, les décideurs de l'aménagement prétendent nous imposer leur vision du bonheur bétonné à la verticale ou pavillonnaire derrière quelques mètres de verdure loin du lieu de travail. A cette logique de la mort lente (au coût du mètre carré), l'autogestion opposera la créativité et la décision collective. Les milices ne refloriront plus devant les volets clos car la notion de propriété aura pris un autre sens que celui que lui donnent aujourd'hui les plans du cadastre et les pseudo-procédures de concertation du genre de celles pratiquées sur le quartier des Halles. Pour aujourd'hui, cela veut dire : propagande contre les projets fabriqués par le pouvoir, grèves des loyers, espaces verts conquis et occupés contre les bulldozers qui entendent faire place nette pour bâtir, occupations des mètres carrés sociaux dans les immeubles collectifs par les locataires qui en supportent le coût dans les loyers...

Y.S.

Le Vexin, petite région à l'ouest de Pontoise, est le terroir où s'est fait élire le Prince Poniatowski. S'y trouvent de charmantes bourgades entourées de plaines à blé. Une d'elles : Wy, dit Joli Village. Un tel nom inciterait à aller y vivre. Mais voilà trois mois, nous apprenions que ce village connaissait un étrange phénomène : le maire, affairiste des milieux du cinéma, et de vague coloration socialiste (comme son homologue de la commune de Sommedieu dans l'Est) créait une milice.

Wy serait devenu le repaire discret des trafiquants, des maffiosis parisiens, des mauvais garçons prenant quelques jours à la campagne ? Non ! Il y a bien eu quelques vols récemment : juste des lapins.

La raison était ailleurs. En attendant que la gendarmerie de Magny en Vexin soit renforcée de deux ou trois gendarmes, il importait d'assurer la sécurité des citoyens. Il s'agissait de décourager d'éventuels « fauteurs de troubles ».

Y aurait-il des gauchistes, des anarchistes ? Qui craint le désordre ? Il y a eu, c'est vrai, des agressions de retraités, dit-on. De coquettes résidences secondaires furent visitées et des retables d'églises disparaissaient. Mais Monsieur Ponia fit braquer les feux de l'actualité sur le joli village, sur le Vexin, et sur l'idée de sécurité. Le Vexin est en effet une région bien sécurisante, sécurisée, choisie.

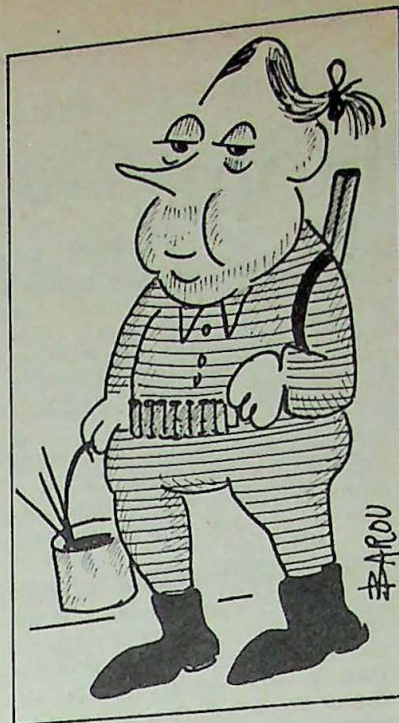
Ce choix de vie, qui le fait en réalité, qui peut le faire ? La migration quotidienne pour aller travailler n'a pas la même signification pour le cadre supérieur, l'avocat, le notaire, l'enseignant qui résident là en week-end ou à plein temps que celle qu'effectue le restant de la population à majorité ouvrière qui part tous les jours vers la vallée de la Seine, Mantes ou Pontoise. Mais — nous répliquent nos technocrates avi-

des de verdure — le taux d'emploi est bon dans la région : 0,80. Ce chiffre fait sourire si l'on sait que 20 à 25 % des emplois locaux sont tenus par des gens venus de l'extérieur et que 40 % de la population active va travailler ailleurs.

Et leurs enfants ! Drainés chaque jour par les cars privés vers des CES lointains : Pontoise, Magny, Marines après 3/4 d'heure, une heure de trajet, été comme hiver ; ils quittent jeunes cette région où leur avenir ressemblera fort à celui d'un chômeur. Mais la population reste stable depuis 1968 : 50 habitants au km². C'est bien entendu explicable : les étrangers arrivent et il y a aussi le phénomène « résidences secondaires ».

Accéder à une maison de 170 000 Frs dans le village, de 20 000 F à 25 000 F en lotissement ou de 30 000 à 40 000 F à la Gaudière (à Vigny), est-ce un choix à la portée de tous ? Le village de Maudetour a eu bien des peines à vendre ses quatorze pavillons. A Vigny, ça a marché. L'institutrice se réjouit aujourd'hui de voir « se relever le niveau de son école ». Les lotissements pour cadres amènent très vite la ségrégation sociale. Pendant ce temps, des jeunes travailleurs trouvent qu'ils payent cher par rapport à leurs salaires les logements aux « Cosaques », cité HLM de Magny en Vexin. Dans la région les loisirs sont le golf, l'équitation, le tir à l'arc, la chasse, le tennis, derrière les éternelles pancartes de défense d'entrer. Les amis de Ponia donnent le ton ! La municipalité de Pontoise avec à sa tête le maire Chauvin (RI + centristes) a fait voter sur les deniers de la commune un stand de tir de 4 millions.

Ce n'est pas tout. On parle, ici, de parc régional. Après la spéculation sur le mètre carré parisien et le béton, nos promoteurs de l'aménagement du territoire, saisis de la décentralisation et de naturisme, causent de parc régional, de zones vertes. Objectif des cir-



culaires ministérielles : donner aux collectivités locales, aux élus **donc** à la population, la maîtrise et l'avenir du Vexin français grâce à la concertation dans l'aménagement.

Quel programme ! Mais qui se concerta avec qui ? 50 % des 70 mairies des cantons du Vexin sont tenues par des agriculteurs, des retraités (anciens agriculteurs le plus souvent), des cadres supérieurs ou des professions libérales. Economiquement dominante, l'agriculture ne représente que 21 % de la population active et 8 % de la population totale. Les maires ont tous approuvé l'idée du parc régional sans vraiment pouvoir expliquer pourquoi, sinon au travers d'un discours de pacotille sur l'idée de sauvegarde de la nature. On voit dès lors ce qu'entérine ce parc régional : une population d'agriculteurs enrichis tient à ses terres, au mythe de la France rurale et choisit ceux qui vont cohabiter avec elle.

Faire fleurir les RI ...

Ponia et son suppléant : Yves Lecoat de Kerveguen applaudissent à ce processus. Il leur faudra une base de repli si jamais les populations qui vont remplir la ville nouvelle de Cergy-Pontoise viraient à gauche. Le vote républicain-indépendant ne fleurit pas tellement à l'ombre des masses de béton en France.

D'autant qu'à Pontoise, fief de droite, tout le monde n'est pas forcément content. Des habitants commencent à demander un vrai droit de regard sur l'urbanisme notamment pour la rénovation du quartier Notre-Damé. Le 5 mai monsieur de Kerveguen aura fait semblant de les satisfaire en invitant personnellement quelques habitants, bien choisis par ses services, à donner leur point de vue. La concertation par sondage !

Ce serait agiter une démocratie purement verbale que d'ignorer que cette concertation n'est que celle des cadres et des patrons s'exprimant au nom de toute une population. Au pays de Ponia, elle se corse d'auto-défense.

Louis SANSON — Y. SPARFEL ■



Triolo: une p...

La grève des charges et des loyers de Lille-Est, entre dans la phase des d'Allocations Familiales doit verser des teurs. C'est le mois où l'Office de H point n'est besoin de milices, les régions aux huissiers d'intervenir.

Le 8 mars, l'assemblée des grévistes avait rencontré Caillan (le directeur de l'office) et Dassanville (vice-président du conseil d'administration). Ces derniers ont « renvoyé l'ascenseur » et promis une rencontre entre les locataires et le conseil d'administration, seu détenteur du pouvoir de négocier et de décider. Depuis lors, rien ! L'office refuse de négocier. Pour toute réponse, les locataires reçoivent les premières lettres de sommation mais décident de poursuivre la grève. Le 14 avril, les grévistes s'invitent au conseil d'administration, occupent les lieux et interceptent Pierre Mauroy, maire de Lille et président de l'OPHLM. Il accepte d'écouter. Les lettres et pétitions adressées à Mauroy n'avaient eu jusque là aucune réponse. Il a émis quelques réserves sur la forme des actions choisies. Bonne âme, il a promis publiquement qu'il s'engagerait personnellement à...

Une interview de Marie

« le logement la chaîne de

TS — A ton avis, pourquoi les organisations de gauche sont-elles si peu offensives sur la question du logement ?

verdure

litique

mière victoire

le quartier du Triolo, dans la ville nouvelle : le 3ème mois. C'est le mois où la Caisse a commencé l'allocation logement aux constructeurs entamer une procédure judiciaire. Ici, les lois sont là pour permettre à la police et

faire lever les sanctions et organiserait une rencontre avec les membres du CA.

Puisque négociateur semble être gênant pour un CA d'OPHLM, la grève continue de plus belle. La solidarité fonctionne. Dans toute la région les mouvements de refus des hausses de loyers naissent. De toute la France des lettres et des informations sur les grèves de loyers en cours affluent.

Loin de se contenter de gérer leur seule lutte, les locataires du Triolo souhaitent constituer un front plus large. Ils organisent une fête. Si cela donne des idées à d'autres associations de locataires elles peuvent écrire à la : Commission Informations du Comité de grève : 5, rue du Tenoir — C 134 59 650 Ville-neuve d'Ascq.

BG. ■

borde

capitaliste c'est esclave ! »

M.L. — Peut-être parce qu'elles posent mal le problème face à l'évolution du système. Les locataires deviennent

Locataires défendez-vous ! Un livre de Marie Laborde

Home, sweet home...

A la veille des élections présidentielles, l'Information Immobilière écrivait : « Des millions de propriétaires en France voteront. Puissent-ils voter pour celui qui aura le courage et la sincérité de se présenter comme leur défenseur naturel. Nous espérons que le futur Président se souviendra que des millions de voix de propriétaires auront participé à cette élection ».

A peine élu, Giscard mettait fin au blocage des loyers décidé par Messmer pour ralentir l'inflation. Certes, prétendre que les 50,81 % de voix obtenues par Giscard émanent toutes de propriétaires, et les 49,19 % de Mitterrand de locataires serait d'un mécanisme simpliste... et peu mathématique. Mais ce rapprochement de la France des urnes de celle des logements n'est pas vain : dans les deux cas, la coupure est franche...



L'histoire contemporaine du logement en France est celle d'une lutte entre locataires et propriétaires dont la loi de 1948 constitua un enjeu essentiel. D'un côté, une majorité de locataires qui s'entêtent à considérer qu'avoir un toit sur la tête est une nécessité aussi vitale que respirer et manger, qui souhaitent même évoluer dans un cadre agréable, et qui ne sont pas prêts, les malappris, à suivre le tristement célèbre maire de Nice, J. Médecin, quand il s'écrie : « Il faut que les Français consentent à réserver 30 % de leurs revenus à l'habitat. » Il est vrai que l'INSEE ne donne « encore » qu'une moyenne nationale de 15 % du salaire mensuel. (Les loyers parisiens sont les plus élevés d'Europe, et surclassent ceux de Chicago et New York). La loi de 1948, elle, effectuait le calcul de la surface corrigée sur une base de 4 % du salaire. L'heureux temps !

Des propriétaires-vampires

En face des locataires, une minorité de propriétaires spéculatifs. Combien ? Apparemment, nul ne le sait, les statistiques officielles s'arrangeant pour ne pas appréhender leur nombre, qui n'est pas dis-

minoritaires. En 1967, il y a eu 23 000 propriétaires de plus ; en 1970 : 116 000. Tout est fait pour décourager la location et encourager l'accès à la propriété, qui permet un amortissement de la construction beaucoup plus rapide que la location, et donc une plus grande rotation du capital, et qui surtout cimente le corps social. Le rêve capitaliste : « tous propriétaires ! » (et à bas les partageux) est une mystification, car Engels l'a montré, il permet à terme au capital de soustraire le prix du logement de la valeur de la force de travail.

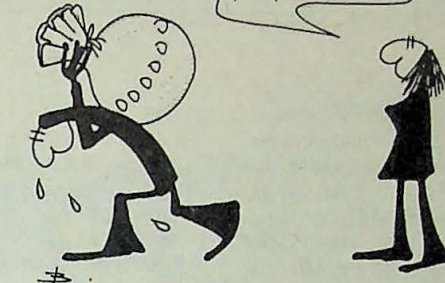
Mais la gauche craint d'effaroucher ses électeurs petits propriétaires et n'engage donc sur ce terrain que des actions légales et défensives, en demeurant justes et parfois efficaces (la Confédération Nationale du Logement — apolitique — excelle dans la défense des lambeaux de la loi de 1948) ; ou des actions interclassistes, illustrées par le slogan du P.S. : « Prenons nos villes en mains ! ». Si ces organisations consentent à appuyer des grèves des charges, elles ne se risquent pas à encourager les

tingué de celui de l'ensemble des propriétaires occupant eux-mêmes leur unique logement. Pour ces vampires modernes, le logement n'est rien d'autre qu'un capital qui, sans même l'alibi de « participer » à la production, doit rapporter aux moindres frais (pas d'entretien) le profit le plus élevé, sous la forme de loyers. Pour cela tout est permis.

Momentanément désavantagés par la loi dite « sur les loyers » du 1er septembre 1948, votée sous la pression de la nécessité... et d'une gauche forte (le socialiste Minjoz en fut un artisan), les propriétaires spéculatifs et leurs amis au pouvoir n'auront de cesse qu'ils ne l'aient

moins de 1,6 millions. Par le moyen de 50 lois et décrets, presque tous les articles ont été tripotés, les records étant battus sous l'ère du très social gaullisme : par un seul décret, Maziol exclut 14 000 communes du champ d'application de la loi ! D'où l'actuel fouillis : dans un même immeuble, il arrive que pas un seul logement ne relève de la même réglementation ; avantage : l'atomisation des intérêts communs des locataires. Bref, aujourd'hui, on ne peut pratiquement plus entrer dans un logement soumis à la surface corrigée, on ne peut plus, qu'en sortir, parce qu'on est fauché, ou vieux, ou expulsé, souvent les trois à la fois.

(Locataires ! ne soyez plus les bêtes de Sommes des propriétaires !)



démantelée. Les principes de cette loi, toujours en vigueur mais pratiquement vidée de tout contenu, sont simples. On réglemente les loyers pour les logements construits avant 48, grâce au judicieux et honnête système de la « surface corrigée », et on y organise le « droit au maintien dans les lieux » ; mais les loyers seront libres dans la construction neuve qu'on veut encourager. Le ver est donc déjà dans le fruit.

Mais cela ne suffit pas. Par une série de décrets d'application (d'exceptions), la droite obtiendra peu à peu la quasi-liquidation du domaine réglementé, qui porte atteinte au sacro-saint droit de propriété.

Une loi mutilée

En 48, la loi s'appliquait à 6 millions de logements ; aujourd'hui, à

Là où la loi n'a pas suffi, les propriétaires recourent à la vente par appartements, et, aidés par la justice et la police, aux expulsions « justifiées » par mille raisons légales ; quand ils n'ont pas recours aux méthodes de gangsters des « évicteurs » professionnels. Place à la rénovation urbaine, qui entraîne le dépeuplement, le vieillissement et l'embourgeoisement du centre des villes. Le 13e arrondissement de Paris a ainsi perdu 15 000 « pauvres » et accueilli 57 000 riches. Marie LABORDE évalue (car là encore, mystère sur les chiffres) les départs forcés à 150 000 par an, alors que le chiffre annuel des logements vacants habitables ne cesse de croître.

Jean-François HEROUARD ■

● LOCATAIRES, DÉFENDEZ-VOUS, un livre de Marie LABORDE. Paris, Stock (coll. Lutter), 1975, 386 p.

grèves de loyers. Elles n'ont pas fait non plus grand-chose pour empêcher la liquidation de la Bourse d'Echanges de Logements, un truc génial et quasi-gratuit qui préfigurait la disparition des agents immobiliers-sangsues. La Bourse est supprimée, mais la loi qui permet l'échange existe toujours.

TS — Tu assures que la rareté du logement bon marché est « une prime à la docilité sociale »...

M.L. — C'est évident. Les loyers sont si élevés qu'ils interdisent de changer de logement et obligent à la permanence du revenu et du travail. On bosse pour se loger, et on se loge pour pouvoir bosser : hors ce cercle, rien de neuf ne doit se produire. Nous sommes tous des travailleurs immigrés ! L'intérêt de la location par rapport à la propriété disparaît : la possibilité de changer. De plus, il faut « occuper les lieux bourgeoisement » : c'est ce que commente la fantastique liste d'interdits que constituent les règlements de HLM. Le moindre écart, et

c'est l'expulsion. La crise du logement est le meilleur soutien de la famille bourgeoise.

TS — Alors, dans la société que nous voulons, quels principes régleront le logement ?

M.L. — Il faudra prévoir une grande mobilité dans l'espace et dans les occupations. Cela suppose la fin du travail salarié ! Et aussi de la propriété privée par la municipalisation des logements. Le logement sera un service presque gratuit : on ne payerait que l'entretien et l'amortissement.

TS — On attend maintenant le polar que tu as écrit à partir d'une histoire d'expulsion vécue.

M.L. — Si je trouve un éditeur ! Malgré l'avis de Manchette, la Série Noire vient de le refuser. Il est vrai que des technocrates sont en train de la « réorienter » : assez de crypto-gauchistes, et vive S.A.S. Alors, le rackett immobilier...



BANQUES :

La longue marche

✠ Ils sont plus de 300 000 travailleurs de la banque sous toutes ses formes. Les deux tiers ont un patronat plus ou moins regroupé dans une Association professionnelle des banques (APB). Plus d'un tiers forme les « effectifs » des trois banques nationalisées (Crédit lyonnais, Société générale, Banque nationale de Paris).

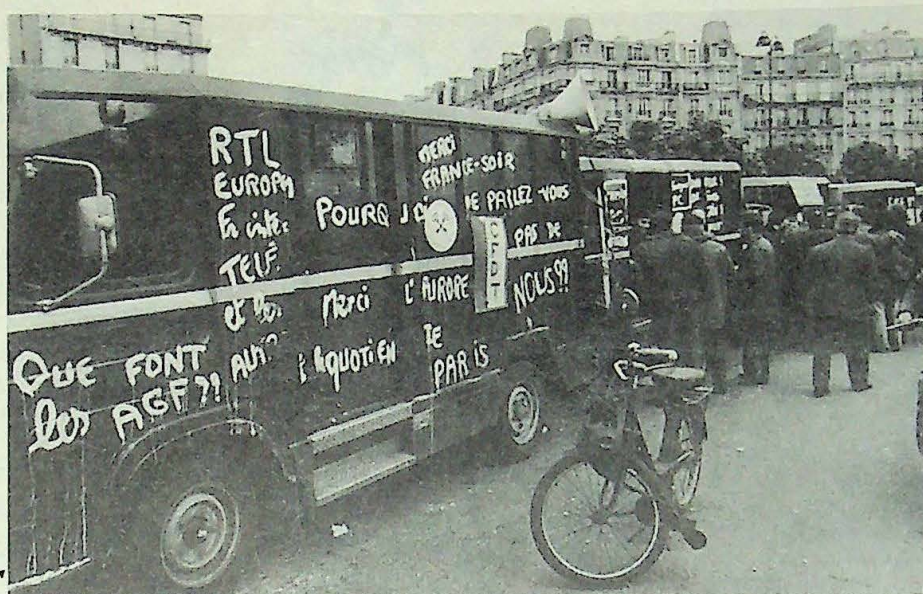
Le nombre des employés de banque n'a cessé de croître depuis la fin du siècle dernier. Mais

avec les riches et les moins riches : « un honneur ! » Dans les années 1930, il n'était pas rare de voir les ligues fascistes truffées d'employés de banque.

Bien que mai 1968 n'ait pas été dans la banque l'occasion d'une prise de conscience politique très importante (quelques piquets de grève par-ci, par-là) les idées ont quand même fait leur chemin : les travailleurs de la banque ont regardé autour d'eux plus que par

annoncé cette année un déficit. Les amendes pour dépassement du niveau de crédit autorisé l'ont particulièrement frappé. Il fallait faire un exemple car l'ancienne direction (Bloch-Lainé) s'était montrée assez « distante » à l'égard de Giscard. De plus, la grève au Lyonnais avait été dure et longue.

Ce qui arrive au Crédit lyonnais menace l'ensemble du système bancaire. Mais pas dans n'importe quel ordre : les établisse-



Les convoyeurs de fonds de la Société Parisienne de Surveillance (2 000 employés) ont occupé la place de la Nation, avec leurs fourgons. Ils protestent contre les conditions de travail, les horaires irréguliers et se battent pour une véritable garantie de salaire.

c'est au cours de la dernière décennie (après 1960) que l'activité bancaire s'est le plus développée, avec le renforcement du capitalisme financier. La croissance s'est faite aux deux bouts de la chaîne : multiplication démesurée des guichets, alourdissement des services administratifs et centraux. Loin de simplifier le travail, l'informatique, introduite sans discernement, complique des tâches déjà bien aliénantes.

Contrairement à l'image que l'on s'en fait, les travailleurs de la banque ont des traditions de lutte. Longs à devenir majoritaires, leurs mouvements, une fois sur la rampe de lancement, sont particulièrement tenaces : huit semaines en 1925, trois en 1947, trois en 1957, trois en 1968, de quatre à huit semaines en 1974. Mais cette tradition de lutte a de forts relents corporatistes. Pendant des dizaines d'années, le mécontentement des employés de banque a été dévoyé et finalement étouffé par l'idéologie bourgeoise. Travailler pour et

le passé. L'idée d'appartenance à une classe progressait. La lutte des LIP n'a pas été ignorée, au contraire, le blocage opéré par la Société générale, refusant l'argent à la nouvelle société d'horlogerie n'est pas passé inaperçu. Le « mai des banques » du printemps 1974 a été un test et un révélateur. Les employés s'étaient inscrits dans le cours nouveau du mouvement ouvrier.

Une année a passé. Une année « calme » pour tirer le bilan et faire le point. Mais aujourd'hui, avec l'approfondissement de la crise du capitalisme, les travailleurs de la banque, après d'autres secteurs, sont directement menacés. Le gouvernement Giscard-Chirac a organisé sciemment la récession, seul moyen pour lui de freiner l'inflation. L'activité économique a été réduite, entraînant de multiples faillites (surtout chez les PME) ainsi qu'une atteinte directe au pouvoir d'achat des travailleurs.

Le Crédit lyonnais, qui a le plus grand nombre de clients PME, a

ments nationalisés, plus encadrés que jamais par les banques privées, sont l'objet d'une surveillance pointilleuse, doublée d'une campagne de dénigrement systématique. Ne dit-on pas déjà que les « trois nationalisés » pourraient bien être fusionnés par étapes et placés sous l'égide de la BNFC (président : Henri Giscard d'Estaing).

Bien entendu, dans une seconde phase de concentration, les « privées » se partageront les prébendes, puis s'entredéchireront (absorption des plus petites par les plus grandes). La menace sur l'emploi n'est donc pas imaginaire. Par leur travail, 300 000 salariés permettent qu'un appareil, celui du crédit, aux mains du capital (Etat plus patrons) irrigue le pays. S'il fallait parler de « trésor de guerre », on pourrait dire qu'ils « détiennent » virtuellement le plus gros. Cette situation les oblige à faire l'effort collectif d'imagination pour porter la riposte à la hauteur de l'enjeu.

MICHEL CAMOIS ■

◆ Dans l'accélération de la prise de conscience résultant des actions menées au sujet de l'introduction des cadences par la mécanisation et l'automatisation et des idées de « mai 1968 - LIP 1973 », les syndicalistes CFDT de la banque ont joué un rôle déterminant. Bien entendu, tout ne fut pas clair. La confusion a pu tenir lieu de stratégie. Mais ils ont eu pour eux le mérite de faire naître une véritable démocratie dans les banques par les assemblées, les occupations, les comités de grève, les comités de soutien, etc. Il y avait bien là une rupture avec la pratique antérieure.

CFDT-banque : dans le

Ce n'est pas faire preuve de mauvaise foi que de dire qu'il n'en fut pas de même pour une grande majorité des syndicalistes CGT. Le fait a pu être vérifié dans de multiples occasions. Des sections FO, influencées par des militants révolutionnaires, ont fait quelques fois illusion, de même pour certains cadres SNB (Syndicat national des banques). Par contre la CFTC n'a pas grand-chose à inscrire à son actif.

Après des progressions plus ou moins spectaculaires, la fédération CFDT de la banque s'est solidement installée en tête, recueillant environ 33 % des voix lors des élections professionnelles, contre 26 % à la CGT, 17 % à FO, 14 % à la CFTC et 10 % au SNB. Ses effectifs ont progressé de 40 % depuis 1970.

C'est ce qui donnait un certain relief au congrès que cette fédération a tenu le mois dernier. Pourtant, l'heure ne fut pas au triomphe. Les débats y furent serrés, pas toujours clairs sur le plan politique. Parce qu'ils avaient tenu plus longtemps lors de la grève de 1974, les syndicalistes parisiens faisaient grief à leur fédération de n'avoir pas assez soutenu et popularisé leurs efforts. Plusieurs fois, la querelle a rebondi et cela s'est traduit, comme il arrive malheureusement souvent, par une sous-représentation des parisiens dans l'organe de direction de la fédération. Cette dernière, consciente qu'une telle situation peut être préjudiciable, semble vouloir en tenir compte. Une résolution interne reprend les propositions du syndicat parisien sur les formes de luttes, leur popularisation, les comités de soutien.

En fait, les responsables de la fédération expriment la volonté de faire évoluer l'ensemble des adhérents à un rythme tel que cela ne provoque pas de convulsions. En désignant plus clairement que par le passé l'objectif central de la lutte.

UN AN APRES



pour le socialisme, c'est-à-dire « la prise en main de l'appareil d'Etat » et les moyens, la mise en avant « d'objectifs de rupture avec le système capitaliste », ils ont l'impression d'avoir largement progressé puisque leurs positions placent la fédération dans une certaine opposition de gauche à la ligne politique du Bureau confédéral. Leur apport lors du dernier Conseil national sur les relations syndicats-partis l'a mis en évidence.

A mettre encore à l'actif du dernier congrès de la fédération CFDT de la banque l'intérêt porté à la création de syndicats de soldats et de

«on est coup !»

commissions femmes. Il s'inscrit ainsi largement dans les mouvements de lutte de masse des jeunes et des femmes au travail, deux catégories très majoritaires chez les travailleurs de la banque.

Ce qui reste à débattre est évidemment tout aussi important. La fédération, analysant la situation en cas d'arrivée de la gauche au gouvernement, ne fait pas de distinction sur la nature des rapports de force, selon que cette gauche s'est installée par la voie électorale ou à la suite d'un mouvement de masse de grande ampleur.

Bien que, refusant de programmer ce que devrait être le crédit en système socialiste, le congrès s'est attaché à réfléchir en profondeur sur la part déterminante, quant au modèle, que prendront les travailleurs de la banque dans la lutte pour le contrôle aujourd'hui et pour l'autogestion demain dans la transition au socialisme. La place privilégiée qu'ils occupent dans l'appareil de distribution imposait cette réflexion. Sans négliger loin de là les luttes immédiates pour l'amélioration du niveau général de vie (salaires, temps et conditions de travail...), les employés de banque devront dénoncer dès maintenant « les opérations scandaleuses qui nuisent à l'intérêt collectif ». Le rôle de la Société générale dans l'affaire LIP est un exemple parmi d'autres. Mais suffira-t-il de dénoncer ? Les responsables de la fédération rappellent qu'il est normal que les mots d'ordre se traduisent dans l'action au terme de la mobilisation. En s'attaquant sélectivement au sacro-saint secret bancaire, les travailleurs de la banque vont s'attirer une riposte d'envergure de la bourgeoisie. Dès lors, le processus de solidarité dans la lutte de classe, avec les ouvriers notamment, ne pourra que s'accroître.

Quatre questions à quatre militants PSU de la banque

TS : Tu es militant à la CFDT. Comment as-tu vécu le dernier congrès de ta fédération ?

Le congrès fédéral de la banque CFDT qui s'est tenu à la mi-avril a été le théâtre d'un affrontement politique entre révolutionnaires et réformistes, à travers le débat lancé par la confédération sur la stratégie de la CFDT, la transition, le double pouvoir, etc.

En effet, la tendance droite dans la fédé (« apolitique »), chapeautée par les militants du PS et du CERES, n'est jamais intervenue de quelque manière que ce soit dans les débats d'orientation. Elle s'efforçait constamment d'apporter les solutions « au jour le jour » à tel ou tel problème, en dehors de tout contexte social, économique et, bien sûr, politique. Elle a essayé et réussi à diviser, grâce à cette absence de positions claires, les syndicats de province avec les syndicats de Paris, essentiellement.

Cette pratique de congrès a permis aux militants du PS et du CERES, organisés en fraction, d'esquiver une véritable confrontation avec les différents syndicats, à partir des expériences exemplaires à Paris, Marseille, etc., dans les grèves de 1974 (AG, comités de grève, occupations) qui posaient les bases d'une stratégie socialiste autogestionnaire.

Le PS et le CERES ont réussi leur OPA sur la fédé : prendre l'appareil ; cela malgré les seules interventions politiques des camarades révolutionnaires pour l'autogestion qui ont contribué à affirmer l'orientation politique de la fédé.

TS : Quelle a été l'action des militants PSU pendant la grève du printemps dernier ?

Les militants PSU ont su impulser pendant toute la durée de la lutte une dynamique qui s'est avérée payante. Ils ont participé à l'animation des AG, à la création et à la mise en place des comités de grève. Les travailleurs ont ainsi pris directement en charge le contrôle de leur lutte. Dans certaines banques, le rapport de forces ainsi créé a permis au comité de grève de négocier par lui-même le cahier revendicatif qui avait été établi par l'ensemble des travailleurs en grève (CGIB).

Nos militants, malgré l'apparition d'autres organisations politiques, ont ainsi permis qu'un véritable

contrôle ouvrier s'instaure pendant toute la durée de la lutte.

De leur côté, le PC et le PS se sont cantonnés dans le suivisme, refusant la création de véritables comités de grève en prenant le contrôle direct de la lutte par les organisations syndicales.

TS : La CGT a été confrontée à la radicalisation des employés ; comment cela s'est-il passé ?

Il faut d'abord remarquer que le comportement de la CGT est différent selon les banques et à l'intérieur selon les militants et les sections qui la composent. Ainsi, pen-

**A lire
le « Mai »
des banques**

par un collectif
des militants CFDT
Ed. SYROS octobre 1974

dant la grève, on a vu les syndicats CGT forcer les piquets de grève comme au siège du Crédit lyonnais. Ailleurs, elle faisait partie de comités de grève comme aux agences BNP et à la Société générale, ou même animait un comité d'action comme au centre Edouard VII de la Société générale.

Si, globalement, la CGT a reculé juste après la grève, dans plusieurs banques, elle a récupéré son influence aux dernières élections professionnelles de 1975 (BNP, SCDB). En effet, là où la CGT a repris les acquis de la grève (augmentations uniformes, AG), là où elle fait un travail sérieux et régulier au niveau de l'action quotidienne (promotions, mutations), elle a repris le terrain perdu. Par contre, quand un repli sectaire s'est prolongé, le recul s'approfondit (4 % encore au Crédit lyonnais).

La concurrence est âpre, de toute façon, à l'heure actuelle entre les deux syndicats. Et cela ne sert pas toujours les intérêts des employés. Devant la radicalisation des employés (comme le montre la lutte actuelle des convoyeurs de fond) un syndicat ne peut rester passif. Nous pensons qu'il faut qu'il prenne en

charge les aspirations, les revendications essentielles de ces couches : volonté de démocratisation de la vie syndicale, de réduction du temps de travail, de contrôle sur les conditions de travail, de vie, de revendications anti-hiérarchiques. Le PC refuse en bloc de reconnaître l'émergence d'un nouveau type de travailleurs. Cette politique risque rapidement de se retourner contre lui, car si de jeunes militants adhèrent encore au PC, souvent ils sont plus sensibles à la politique « gauchiste », aux mots d'ordre radicaux et s'affrontent à l'ancienne génération de militants. D'où des tensions, des heurts qui peuvent évoluer favorablement en faveur des militants les plus avancés et favoriser l'évolution de la CGT vers des positions plus offensives.

TS : Les femmes ont pris une part active à la lutte ; qu'en est-il aujourd'hui ?

Dans les banques, on compte 60 % de femmes. Elles sont des OS sans qualification : dactylos, sténos, mécanographes, sans aucune responsabilité. La grève a démarré dans un service de femmes. Elles ont tout de suite mis en avant des revendications anti-hiérarchiques. Mais malgré leur présence massive et leur détermination, elles ont joué un rôle de second plan : représentation très faible dans les comités de grève, présence à peu près inexistante et parfois interdite dans les occupations de centres.

Sous l'impulsion de militantes féministes, dont des camarades du PSU, un regroupement s'est opéré, principalement au Crédit lyonnais dans un groupe femmes, puis à la BNP dans un groupe MLAC. Le premier objectif a été une analyse du rôle des femmes pendant la grève. L'absence de perspectives concrètes d'action a poussé ces différents groupes à se situer par rapport aux syndicats et principalement à la CFDT.

Aujourd'hui, un an après, l'expérience des femmes dans cette lutte, leur réflexion, ont contraint la CFDT à ne plus nier une réalité : celle des femmes et de leur spécificité. En effet, il existe maintenant des commissions femmes dans la plupart des sections des banques. Et le dernier congrès fédéral CFDT s'est prononcé pour un travail spécifique en direction des femmes, reposant sur la reconnaissance d'une oppression spécifique.



sortir du ghetto

« Quels moyens pour un mouvement syndical étudiant en liaison avec les travailleurs ? ». C'est le thème du congrès du MARC qui s'est déroulé les 3 et 4 mai à Nanterre. Le Mouvement d'action et de recherche critique accueillait des délégués du Syndicat de la magistrature, des CLAS, de la fédération des Métaux CFDT, du SGEN-section enseignement supérieur, ainsi que deux membres du bureau national de la CFDT. Les interventions les plus applaudies furent celles qui mentionnaient la nécessité de luttes communes étudiants-travailleurs sur l'emploi, la formation permanente, les conditions de vie des étudiants salariés.

TS a interviewé un membre du Conseil National du MARC, Jacques Duguera, étudiant en troisième cycle à Paris 1, ainsi que les représentants des deux principaux partenaires du MARC : Jacques Moreau, membre du bureau national de la CFDT et Jean Gattegno, membre du bureau national du SGEN. Les étudiants PSU ont en effet résolu, au terme d'une analyse détaillée du milieu étudiant et des pratiques de l'extrême gauche sur l'université, de militer activement pour le syndicalisme au sein du MARC.

TS : Excepté les étudiants, il n'y a guère que les spécialistes des questions universitaires pour connaître l'existence du MARC...

J.D. — Le MARC a été créé par des militants de l'ancienne UNEF d'une part, et par des groupes syndicaux issus de Mai 68 d'autre part, comme à Sciences-Po, Nanterre, et Lyon. D'accord pour refuser d'enfermer les luttes étudiantes dans le ghetto universitaire, ils posèrent à la CGT et à la CFDT le problème d'une organisation étudiante de masse rattachée à une confédéra-

tion ouvrière. Seule la CFDT a accepté de les soutenir, tout en pensant qu'elle ne pouvait accueillir d'étudiants, compte tenu de la clause du salariat. Et, en 1971, s'est tenu le premier congrès du MARC, avec la participation du SGEN et de la CFDT. Aujourd'hui, nous sommes loin de connaître la renommée de l'UNEF, mais nous comptons déjà 700 adhérents.

TS : Êtes-vous des concurrents de l'UNEF ? Le MARC est-il une organisation syndicale en milieu étudiant ou non ?

J.D. — Le MARC refuse de défendre les intérêts étudiants dans leur ensemble, car ils ne constituent pas un groupe social homogène. En ce sens, nous ne nous situons pas

sur le même terrain que l'UNEF-Renouveau. De plus, nous insistons sur le lien avec les luttes des travailleurs.

Jacques Moreau (responsable CFDT) : « des terrains communs... »

« Ce serait mentir que de dire que l'ensemble du monde du travail est prêt à intervenir sur l'université. Toutefois, je note un progrès réel. Au fur et à mesure, nous arrivons à trouver des terrains de lutte communs, tels l'emploi ou la formation permanente.

« Je pense que nous apportons essentiellement au MARC l'information et l'expérience, mais attention, il ne s'agit pas de leur imposer une direction. C'est une confrontation à partir de deux démarches autonomes de chaque côté. Un groupe social doit faire l'apprentissage de la lutte collective à partir de ses propres problèmes. Pour nous, le MARC peut préparer les étudiants à avoir plus tard une démarche syndicale, c'est-à-dire à affronter collectivement les problèmes qu'ils vont rencontrer dans le milieu de la production.

« Mais il est impensable d'imaginer un quelconque rattachement des étudiants à la CFDT. C'est une tentation permanente, mais selon moi, une impasse. Le problème a déjà été posé par les femmes sans travail et les paysans. Mais il ne peut y avoir de changement prochain en la matière vu l'importance que nous accordons au lieu salarial, c'est-à-dire à la situation du travailleur dans le processus de production.

J'espère qu'après ce deuxième congrès du MARC, nous pourrions travailler plus étroitement. »

Jean Gattegno, secrétaire national du SGEN : « le travail à la base... »

« Les rapports du SGEN-enseignement supérieur et du MARC, s'ils avaient été développés jusqu'à présent, auraient été véritablement l'union de l'aveugle et du paralytique vues leurs maigres forces respectives. Néanmoins, je crois qu'on peut envisager de lutter ensemble contre l'actuel contrôle des connaissances, les examens, surtout à cette période de l'année. Il faudrait relier ce problème à la question des débouchés professionnels, de l'emploi et également poser le problème de l'accès des travailleurs non bacheliers à l'université. On pourrait concevoir une importante grève administrative. Il y a aussi toute la question des inscriptions des étudiants étrangers sur laquelle il faut réagir au plus vite. L'important c'est d'abord qu'à la base, les sections SGEN et MARC travaillent ensemble sur les problèmes étudiants. »

TS : Quels sont les exemples de lutte sur l'université menés en commun par les étudiants et les travailleurs ?

J.D. — Dans le cadre du plan d'austérité, le gouvernement veut liquider le Centre régional des œuvres universitaires, jugé non rentable. Pour prévenir toute liaison entre étudiants et travailleurs, il déclarait que toute augmentation des salaires du personnel se répercuterait sur une hausse du ticket de restau-

rant universitaire. Mais les étudiants du MARC et les travailleurs de la CFDT, du CROUS ont élaboré une plate-forme commune pour refuser toute augmentation sans contrepartie, c'est-à-dire le maintien de l'emploi et la garantie de la fonction publique pour le personnel.

TS : Mais cet exemple ne relève pas tout à fait d'un problème de formation. Tentez-vous de faire prendre en charge le problème de la formation par les travailleurs ? Quelle est la nature de vos liens avec la CFDT, par exemple ?

J.D. — Nous voudrions qu'à terme la plate-forme même que le MARC propose aux étudiants puisse être discutée avec les camarades de la CFDT. Mais nous n'en sommes pas encore là, compte tenu des réticences qu'ont les travail-

leurs à aborder la question de l'école. Sur le terrain de la formation permanente, je crois pourtant qu'on pourrait avancer, car c'est le lieu où les travailleurs font eux-mêmes l'expérience de la formation.

TS : Mais, en définitive, n'est-il pas inhabituel pour un syndicat étudiant d'attacher tant d'importance au lien avec les travailleurs. Peut-être êtes-vous un peu « populistes » ?

J.D. — Notre démarche syndicale ne saurait se concevoir sans une analyse plus globale de la société dans laquelle nous vivons. Le combat du MARC est fondamentalement anticapitaliste ; la perspective que les militants donnent à leur combat syndical est celle d'une société socialiste autogestionnaire. Le MARC a choisi la forme syndicale pour accélérer la prise de conscience du plus grand nombre d'étudiants à partir des questions que pose le système éducatif. Il veut amener l'ensemble des étudiants à lutter pour la suppression de l'école en tant que reproduitrice des inéga-

lités sociales et pour la réalisation d'une éducation permanente et critique. Permanente, c'est-à-dire ouverte à tous les moments de la vie ; et critique, c'est-à-dire contre tout dogmatisme. Or la mise en place d'un système d'éducation permanente et critique dans une société socialiste entraînera la disparition d'une condition étudiante différente de celle des travailleurs. C'est alors qu'ils mèneront ensemble la même lutte syndicale dans la même perspective socialiste autogestionnaire.

Propos recueillis
par Hélène BOUCHER ■

économie en liberté

Jacques ATTALI la parole et l'outil

L'ère nouvelle

Le champ du signe

Energie et information

La répression du nouvel ordre

L'a-croissance implosive

Le nouvel ordre par le bruit

Réévaluer l'homme

Les outils relationnels

L'homme communicant

La diversité égalitaire

La société autonome

La dynamique des

auto-ré-organisations

L'auto-ré-organisation par

l'anti-organisation

Le temps de la parole

Un volume de 248 pages - 35 F

Dans la même collection

J. ATTALI et M. GUILLAUME
l'anti-économique

J. HALLAK

à qui profite l'école ?

P. DOCKÈS

l'internationale du capital

B. ROSIER

croissance et crise capitalistes

puf





politique d'Etat et internationalisme

La visite de Teng Siao Ping en France s'insère dans une politique de rapprochement de deux Etats qui remonte à longtemps. Depuis la reconnaissance de la Chine Populaire par de Gaulle en 1964, la Chine a accru ses relations commerciales avec la France, mais aussi appuyé souvent des positions françaises contre l'hégémonie américaine.

La conjoncture est aujourd'hui différente. Il s'agit de montrer l'intérêt chinois pour le renforcement de l'Europe politique. C'est cette prise de position de l'Etat chinois qui nous oblige à réfléchir sur sa politique extérieure. (1)

Les exemples sont nombreux : relations diplomatiques avec Pinochet, appui au F.N.L.A. (Front National de Libération de l'Angola), reconnaissance de la Communauté européenne économique, du Pacte atlantique, et — il y a quelques années — soutien aux régimes réactionnaires du Soudan, du Pakistan et à des régimes nationalistes comme celui de Mme Bandarinaike (Ceylan) pendant la répression contre certains groupes révolutionnaires. Prises de positions qui laissent perplexes tous ceux qui voient dans la révolution chinoise un apport au mouvement révolutionnaire mondial.

principes et ambiguïtés

Les partisans inconditionnels de la Chine essaient par tous les moyens de défendre cette politique étrangère ; les adversaires de toujours de la révolution chinoise ne font qu'utiliser ses décisions comme un signe de plus de la dégénérescence de l'Etat Chinois et du bureaucratisme stalinien de ses dirigeants.

La politique de la Chine est cohérente, à sa manière, elle s'appuie sur certains principes qui découlent de l'analyse des contradictions à l'échelle mondiale et du déplacement de ces contradictions selon la conjoncture. Nous croyons qu'une politique d'Etat, soit-il socialiste, n'est pas à l'abri des effets des contradictions du monde capitaliste (lutttes inter-impérialistes) et de l'évolution des pays dits « socialistes » (renforcement du capitalisme d'Etat). Enfin, la politique extérieure chinoise reflète aussi la lutte de classe interne à la société ; politique intérieure et politique extérieure entretiennent des relations conflictuelles.

« Les pays veulent l'indépendance, les nations la libération, les peuples la révolution ». Ces principes n'ont guère varié depuis 1949. La recherche de la paix et de relations égalitaires entre les Etats, même s'ils ont différents régimes sociaux et politiques, n'est pas pour les Chinois contradictoire avec une politique extérieure militante qui lutte pour la révolution socialiste.

Le refus d'une politique de grande puissance et l'affirmation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sont des principes qui n'ont jamais été remis en question.

Certaines raisons du conflit sino-soviétique (comme le rejet du passage pacifique au socialisme, et donc la nécessité de la lutte armée par une guerre populaire prolongée) sont la base de l'internationalisme chinois et du soutien qu'ils accordent aux différents mouvements de libération et mouvements révolutionnaires (c'est ainsi qu'ils soutiennent les guerillas en Thaïlande, en Birmanie, aux Philippines). Par ailleurs, ils considèrent que la contradiction à l'échelle mondiale n'est pas seulement celle qui oppose l'impérialisme américain et ses alliés aux peuples opprimés. L'URSS est bel et bien pour eux dans la voie d'une nouvelle forme de capitalisme ; elle représente un danger impérialiste et crée donc de nouvelles contradictions dont la politique internationale chinoise doit tenir compte.

Mais là encore, ce diagnostic ne date pas d'aujourd'hui. Il découle de l'expérience même de leur propre révolution : la prise du pouvoir par le prolétariat et la collectivisation des moyens de production n'éliminent pas la lutte des classes ; la possibilité d'un retour au capitalisme n'est pas définitivement écartée. Dans ce contexte, selon les Chinois, le social-impérialisme (politique de grande puissance, rapport inégal avec d'autres, domination politique, économique et militaire sur d'autres pays, retour au capitalisme dans son propre pays, etc.) devient un ennemi des peuples opprimés et du prolétariat des pays avancés, et s'érige en danger pour les Etats du second monde, c'est-à-dire l'Europe.

le péril soviétique

La Chine d'aujourd'hui met sur le même pied la lutte nécessaire contre les impérialismes américain et soviétique. Cette vision du monde, où le clivage principal est entre les « petits pays » et les deux superpuissances, est simpliste et contribue mal, à l'intérieur de chaque formation sociale, à cerner l'adversaire principal et à définir les

alliances nécessaires pour le combattre.

C'est comme si les considérations stratégiques, qui relèvent de la propre sécurité militaire chinoise, étaient du même ordre pour l'ensemble des pays. C'est transcrire au plan international et aux pays du « second monde » et au Tiers-monde, le danger que représentent pour la Chine les quarante cinq divisions soviétiques et le million d'hommes alignés sur leur frontière nord.

Bien plus, dans certaines situations où la Chine est acculée à choisir entre deux camps, elle appuie des Etats ou des mouvements qui sont les représentants directs de l'impérialisme américain, contre des forces ou des Etats proches de l'URSS.

Mettre la lutte contre le révisionnisme au premier plan, que ce soit — comme le disent les Chinois — parce que l'impérialisme qu'il véhicule est « jeune » et donc dangereux (par opposition à l'impérialisme US qui est affaibli et en crise), conduit d'une part à ne pas tenir compte de ce qu'à l'heure actuelle c'est encore l'impérialisme américain qu'affrontent le plus directement les peuples opprimés, et d'autre part à ne pas voir que les mouvements populaires et les mouvements ouvriers, dans le « second monde » ou dans le tiers monde, sont souvent sous l'emprise du réformisme et qu'il y a des raisons objectives à cette situation.

Enfin c'est ne pas faire de différence entre le type de domination spécifique d'une grande puissance capitaliste et impérialiste comme les USA, et celle d'un pays qui a connu une révolution socialiste et qui aujourd'hui présente une forme proche du capitalisme d'Etat propriétaire.

et la lutte de classe en Europe ?

L'inévitabilité d'un affrontement entre les deux superpuissances est à la base du soutien chinois aux Etats européens et aux pays non-alignés. Rien de nouveau en cela : les Chinois ont toujours essayé de diviser l'adversaire. Cependant, la politique extérieure chinoise actuelle ne s'attarde pas sur le processus d'internationalisation du capital, qui touche essentiellement les pays occidentaux. Ne pas voir que les intérêts américains sont souvent ceux des bourgeoisies des Etats européens, c'est faire table rase d'une caractéristique essentielle de l'impérialisme actuel :

Il est évident que des contradictions existent entre l'Europe et les

USA, de même qu'elles existent au sein des différents secteurs du capital américain. Cependant la Communauté européenne ne peut pas être perçue simplement comme une entreprise dirigée contre les Etats-Unis ! Par ailleurs, la CEE est un des moyens choisis pour les bourgeoisies européennes pour parvenir à la restructuration du capitalisme et pallier la crise dans chacun des pays. Elle contribue donc à l'augmentation de l'exploitation du prolétariat dans chaque pays.

Les facteurs de guerre

C'est dire que, de toute manière, la lutte de la classe ouvrière dans chaque pays capitaliste est une lutte où l'anti-impérialisme passe obligatoirement par l'anticapitalisme.

Manque de prise en considération des luttes de classe à l'intérieur des pays européens et manque de prise en considération des conjonctures idéologiques propres à chaque pays sont deux aspects de l'attitude actuelle de l'Etat chinois. Toutefois il faut se souvenir que cette politique d'Etat n'exclut pas un soutien politique aux luttes des travailleurs européens. Soutien au mouvement populaire en Tchécoslovaquie, aux révoltes ouvrières en Pologne. Dans les pays capitalistes, les Chinois ont manifesté par exemple leur solidarité au mouvement de mai 1968 et ont popularisé la grève de Lip, considérée dans les organes officiels comme exemplaire. Bien que Teng Siao Ping, comme d'autres dirigeants chinois, ait déclaré il y a quelques jours à Pékin que « les facteurs de la révolution, de même que ceux de la guerre, allaient grandissant », la pratique chinoise semble montrer que ce sont avant tout les facteurs de guerre, c'est-à-dire l'affrontement des deux super-puissances qui sont primordiaux. Si le retrait des troupes américaines du sud-est asiatique devenait irréversible, la politique étrangère chinoise devrait normalement s'en trouver infléchie. Et la politique de l'Etat chinois pourrait refléter davantage les positions internationalistes du Parti communiste chinois. Le succès diplomatique de la République Populaire de Chine s'affirmant, son encerclement et son isolement ne devraient plus alors être sa préoccupation majeure.

Cecilia JOXE ■

(1) Rappelons que TS a déjà proposé à ses lecteurs deux articles sur la Chine (TS n° 643 et 645), présentant deux points de vue différents. Le débat sur la « voie chinoise » et sur la politique extérieure de la Chine continue, bien sûr, au sein du PSU. TS ne manquera pas d'y faire écho.

Portugal :

le choix véritable selon le MFA : « révolution ou réaction »



M. Giscard d'Estaing voudrait faire oublier la date du 8 mai 1945. Au Portugal, on se souvient : au cours d'une cérémonie présidée par le général Vasco Gonçalves au théâtre S. Luis de Lisbonne, on a rappelé ce que signifiait pour les travailleurs du monde entier la chute du nazisme.

Un des orateurs a précisé que, pour le Portugal, « le 25 avril a été un second 8 mai », et le général Vasco Gonçalves a manifesté la volonté du MFA et du peuple portugais de donner à la victoire sur le fascisme son véritable prolongement : la révolution socialiste. Le général Vasco Gonçalves a été précis : « **Sous peine que la révolution ne se perde, le peuple doit distinguer les vraies options : révolution ou réaction** ». Ce discours marque d'abord la volonté du MFA d'aller vite dans la voie du socialisme et de lever toute équivoque sur la nature du processus en cours.

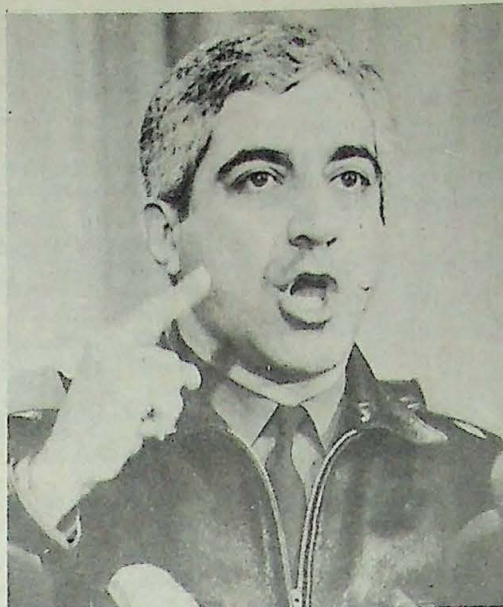
Depuis la crise du 11 mars, le rythme des nationalisations n'a cessé de s'accroître au point d'atteindre aujourd'hui plus de 70 % de l'industrie nationale. Les nouveaux secteurs qui vont passer sous le contrôle de l'Etat sont déjà définis : ciment, cellulose, tabac, bière, verrerie et construction navale (à l'exception pour l'instant des chantiers de la Lisnave, aux mains du capital étranger). Trois branches sont distinguées dans la nouvelle structure économique du pays : le secteur « capitaliste d'Etat » tout d'abord, qui regroupe l'ensemble des industries de base ; les coopératives agricoles ensuite, qui concernent les petites exploitations du nord du pays ; et enfin, les entreprises ou les terres gérées directement par les travailleurs, comme la fabrique de tapisseries d'Arraiolos qui en est actuellement l'exemple le plus réussi. Ces transformations s'accompagnent de la définition d'un certain nombre de priorités pour assurer le succès de l'entreprise.

surmonter les obstacles

Un certain nombre d'obstacles s'opposent en effet à la « survie de la Révolution », selon l'expression du général Gonçalves. Nous n'en évoquerons que deux : le problème de la production alimentaire et celui des débouchés économiques du pays. Le Portugal importe encore aujourd'hui 17 millions de contos de produits alimentaires (1). Dans un interview au journal *A Capital* parue le 7 mai, le ministre de l'Agriculture Oliveira Baptista a souligné que « **la transformation des relations de propriété et d'exploitation est une garantie solide de progrès continus de la production agricole** ». Le but que se fixe le gouvernement provisoire est d'aboutir à une véritable autarcie du pays dans ce domaine.

Une telle transformation est d'autant plus urgente que le Portugal doit déjà affronter les premières étapes du blocus économique américain et européen. Il faut rappeler que le pays dirige 80 % de ses exportations vers l'Europe occidentale. Dans cette situation, des initiatives sont lancées en direction de l'URSS, du Mozambique, de l'Algérie, de la Zambie. La position remarquable du port de Lisnave-Lisbonne devrait attirer l'Afrique du Nord, la Lybie et un certain nombre de pays du Proche-Orient. Dans le même sens, de nouvelles transformations structurelles sont prévues : ainsi la création d'une entreprise nationale pour le commerce, et d'une autre pour l'exportation, d'une banque pour le commerce, l'industrie et l'agriculture.

Mais l'évolution rapide de la situation et la nécessité de répondre très vite à une crise économique menaçante constituent des ris-



Otelo Saraiva de Carvalho : Le peuple a choisi le socialisme.

ques évidents pour la révolution portugaise : ne risque-t-on pas d'assister à une bureaucratisation du système politique et à un nouveau type de dépendance du pays ?

une voie portugaise ?

En fait, ce problème est au cœur des débats qui agitent les partis politiques, y compris le PCP et le MFA. L'amiral Coutinho, qui représente le mieux l'actuelle orientation majoritaire du mouvement, multiplie les déclarations où il renvoie dos à dos « **les deux impérialismes** », et parle d'une position marginale du Portugal, « **pays charnière entre l'Occident et le Tiers Monde** ».

Le problème du pouvoir dans les entreprises nationalisées fait aussi l'objet des plus vives discussions. La question se pose en particulier de savoir si le contrôle de la gestion sera confié à l'Intersyndicale seule, ou si les commissions de travailleurs seront associées aux délégués syndicaux dans les nouvelles structures des entreprises.

De la même manière, un projet de régionalisation est en discussion : il est question de confier une partie du pouvoir économique, financier et politique à sept gouvernements régionaux, ceux de Lisbonne, Porto, du Minho-Tras os Montes, de la vallée du Douro, de la vallée du Tage, de l'Alentejo et de l'Algarve. Cette transformation de la structure politique du pays devrait s'accompagner d'une réelle participation populaire au niveau communal.

Le but poursuivi est clair : briser l'ancienne structure centralisée et autoritaire du pays sur laquelle s'appuyait le fascisme, et qu'utilise encore la bureaucratie des partis, pour favoriser un débouché politique à la mobilisation populaire. Dans ce contexte d'accélération du processus, et parce que le MFA apparaît de plus en plus comme un pouvoir révolutionnaire institutionnalisé, une crise générale des partis semble s'annoncer.

la fin du double jeu

C'est évidemment le PS qui connaît les plus grands remous. L'attitude perpétuellement ambiguë adoptée par Mario Soares n'est plus supportée ni par le centre du parti, qui pense que l'actuel secrétaire général multiplie les

maladresses, ni par la gauche qui estime venue l'heure de devenir enfin le « **véritable parti socialiste** » dont parlait l'amiral Rosa Coutinho. Un texte d'une trentaine de pages, rédigé par une partie de la direction autour du Coelho, est un véritable réquisitoire contre les atermoiements du PS depuis le 25 avril 1974. La gauche du PS s'est emparée de l'appareil du parti à Porto, et il est de plus en plus question de changer la direction nationale pour s'engager résolument dans la voie tracée par le Conseil Supérieur de la Révolution.

Le PCP n'est pas épargné par la remise en cause de son attitude passée. La question se pose à lui de savoir s'il poursuit la mobilisation populaire qu'il a déclenchée dès le lendemain du 25 avril. Mario Velho da Costa, membre en vue de l'Association des Ecrivains, a même insisté dans le journal *Seara Nova* sur l'importance de l'ouverture au Tiers-Monde pour le Portugal en particulier au point de vue culturel.

L'extrême gauche semble plus sereine. Elle peut certes se féliciter de l'évolution actuelle du MFA et de l'importance qu'y prennent de nombreux éléments qui reprennent à leur compte leur analyse. Mais il ne faudrait pas sous-estimer le résultat des élections : les travailleurs portugais n'ont pas estimé que les partis d'extrême gauche offraient de véritables perspectives politiques, et il est évident que leur extrême désunion les a dérouterés. Le problème aujourd'hui n'est pas de régner en maître dans son petit « espace politique », mais précisément d'apparaître comme une alternative politique globale : dans la situation exceptionnellement favorable que connaît le Portugal à l'heure actuelle, cela suppose une capacité d'organisation et de proposition qui rend les réflexes sectaires particulièrement dérisoires.

Si les masses ne sont pas mobilisées rapidement dans les structures décentralisées de pouvoir et si une réponse rapide n'est pas donnée aux problèmes économiques graves qui s'annoncent, les solutions les plus répressives menacent de s'imposer ou d'être imposées au Portugal, quelle que soit la bonne volonté de nombreux membres du MFA, et la qualité des mots d'ordre de certains partis d'extrême gauche.

En concluant son discours du 8 mai, le général Gonçalves a affirmé que la « survie » du processus était désormais en cause. C'est bien de cela qu'il s'agit : de la « survie » d'une révolution et dans le même temps de l'étonnante invention d'une nouvelle manière de vivre par un peuple.

Jean PATERMAT ■

(1) 1 Conto = 1 000 escudos.

Un an de Portugal

Un dossier documentaire de Fotolib qui comprend :

- 72 diapositives couleurs et noir et blanc ;
- un texte d'accompagnement ;
- des fiches de travail.

La vie les événements au Portugal d'avril à mai 1975.

Réalisé par les reporters de « FOTOLIB » au Portugal.

Prix de vente : 400 Frs.

Envoi contre remboursement. Adresser les commandes à :

FOTOLIB. 36 Rue René Boulanger. 75010 - PARIS -

Tél. : 206.16.24 / 607.38.36.

la social-démocratie allemande à la veille du procès de la « bande à Baader »

international



derrière le masque libéral...

Le tandem Schmidt-Scheel a retrouvé le sourire : les résultats électoraux en Sarre et en Rhénanie-Westphalie sont bons. La coalition S.P.D.-F.D.P. a stoppé la vague montante de la démocratie chrétienne, très menaçante depuis 1972 et notamment depuis son succès aux élections régionales de Hambourg en mars 1974.

C'est au moment où la R.A.F. (Fraction Armée Rouge) opère une prise d'otages au consulat allemand en Suède, réprimée sauvagement par le gouvernement Schmidt, qu'interviennent ces élections victorieuses. Dans la foulée, s'appuyant sur une campagne de presse hystérique, la social-démocratie s'apprête à tenir le 21 mai le procès des deux principaux dirigeants de la R.A.F. : Andreas Baader et Ulrike Meinhoff. N'est-il pas intéressant de relier ces résultats électoraux et l'accroissement de la répression ? On voit mieux alors à qui la social-démocratie fait finalement payer le prix fort de la crise économique qui touche en ce moment le « miracle allemand »...

La prise d'otages opérée par le commando « Holger Meins » (1) au consulat de la RFA en Suède s'ajoutait à toute une série d'autres faits qui, depuis l'attaque des bases militaires américaines de Heidelberg en 1972, ont provoqué au niveau gouvernemental des secousses plus importantes que leur caractère « marginal » ne pouvait laisser le supposer. Ces événements ont permis au gouvernement allemand de donner l'exemple de la fermeté et de se rallier une partie de l'opposition de droite. En effet, la CDU (démocratie chrétienne) et en particulier sa branche bavaroise, avait fondé son regain de popularité sur le thème de l'incapacité du gouvernement à faire régner l'ordre intérieur et sur celui de sa « **trop grande indulgence** » face aux « anarchistes » et aux « chaotiques ».

Cette action spectaculaire a été considérée comme suffisamment grave pour obliger le président Scheel à abréger son séjour en France. Elle a aussi eu pour effet de contraindre l'opinion publique à s'interroger sur la situation interne allemande que toute une propagande tend à idéaliser. La presse française et la presse internationale cachent en fait soigneusement la montée de la crise en RFA, parce que le rôle dévolu à l'Allemagne par les bourgeoisies européennes est de maintenir l'image rassurante et stabilisante héritée du « miracle allemand » : bonne gestion économique, « paix sociale » etc.

la mise au pas

C'est la politique du bâton qui s'annonce sans équivoque en RFA. Ceci est facilité par l'unanimité que semble avoir retrouvée la social-démocratie depuis quelques mois. Les Jusos ont montré lors de leur dernier congrès (janvier 1975) leur alignement sur la ligne majoritaire de la SPD. Les éléments radicalisés de la SPD sont actuellement très minoritaires. Aucune voix social-

démocrate ne demande plus au gouvernement la nationalisation de principales banques et industries du pays...

Les réformes promises par le gouvernement sur la formation professionnelle, l'extension de la

nes, comme dans tous les pays du centre, touchent en priorité les 2 millions 400 000 travailleurs immigrés qui se trouvent en Allemagne. Dans certaines régions, le séjour leur est interdit : la main-d'œuvre étrangère ne peut dépasser 12 % de la main-d'œuvre totale.

Mais c'est essentiellement dans la stabilité de l'emploi que les travailleurs en RFA sont le plus touchés par la crise. En moins d'un an, plus d'un demi million d'emplois ont été supprimés. En mars de cette année le nombre de chômeurs s'élève à un million 200 000 auxquels il faut ajouter les 800 000 travailleurs en chômage partiel. Ces chiffres étaient imprévisibles et le déficit budgétaire fédéral rend très difficile la prise en charge de cette importante armée de réserve.

La politique de relance des investissements par l'abaissement

immigrée. Dans la grève chez Ford, en novembre dernier, le rôle des travailleurs immigrés a été décisif : le comité de grève, animé pour une bonne part par des travailleurs turcs, a dû lutter autant contre les patrons que contre la bureaucratie syndicale. Cette grève s'inscrit dans la lignée des grèves « sauvages » de travailleurs en Allemagne qui, depuis l'automne 1968, remettent en cause l'association capital-travail qui a permis le miracle allemand et a tant profité aux détenteurs de capitaux allemands. Ces luttes bien que réduites, sont porteuses de l'autonomie du mouvement ouvrier et remettent en cause tous les canaux de participation institutionnalisée qui ont abouti à l'intégration des syndicats.

Il y a donc crise du « miracle allemand » et la social-démocratie a trouvé les remèdes classiques de tous les régimes bourgeois : faire payer socialement la crise aux travailleurs et surtout aux immigrés ; recréer le consensus politique en désignant un bouc émissaire ; l'extrême gauche que ses méthodes violentes ont isolé. Sans porter d'appréciation définitive sur la stratégie « révolutionnaire » de la R.A.F. face au régime allemand, nous nous devons de dénoncer les formes nouvelles de torture (isolement total et privation sensorielle) que subissent les prisonniers politiques et aussi les entraves aux droits de la défense qui permettent de douter du caractère démocratique des procès qui vont s'ouvrir (possibilité de poursuivre les avocats pour délit de « complicité » ; contrôle policier strict pour empêcher les manifestations de solidarité, notamment à Stuttgart) (2).

C.J.



cogestion, la propriété foncière, la fiscalité etc, sont au panier. L'heure n'est plus au réformisme social-démocrate qui avait pu maintenir un certain consensus social et contenir la lutte de classes.

Aujourd'hui les travailleurs sont mis au pas pour pallier la crise. Les augmentations de salaires, cette année, sont réduites de moitié. Dans les services publics en 1974, l'augmentation de salaires avait été de 12 % alors que cette année elle a été seulement de 6,5 %. Le droit de grève des fonctionnaires a été supprimé. Les mesures draconien-

du taux d'escompte, décidée depuis l'automne dernier, n'est pas suffisante pour redresser la situation. L'Allemagne espère aussi profiter des capitaux de pays pétroliers, mais ceux-ci n'ont pas encore fait des investissements productifs de grande importance en RFA. L'Iran et le Koweït se sont pour le moment contentés de placer leurs capitaux dans les sociétés Krupp et Mercedes.

Les secteurs le plus touchés par la crise, comme la métallurgie et la construction (la Heinz Mosch, première société de construction, a fait faillite) possèdent une forte concentration la main-d'œuvre

(1) Nom du militant arrêté en juin 1972 et mort en prison en NOVEMBRE 1974, après une longue grève de la faim et de la soif, pour protester contre les conditions d'internement.

(2) CF. dossier dans Temps Modernes, n° de mars 1974.

vient de paraître

une brochure
sur l'institut
ouvrier

(propositions de
la CNE du PSU)

Passer les commandes à Syros



international

« Nous refusons d'abandonner la perspective du socialisme »

une interview d'Emilio Palma, membre du comité central du PS chilien

Le Parti socialiste chilien a joué, depuis sa création en 1933, un rôle central dans le mouvement ouvrier chilien. Né en réaction à la politique du mouvement communiste en Amérique latine, le PS s'est toujours défini comme parti ouvrier se réclamant du marxisme et du léninisme. En 1957, il définissait une ligne stratégique refusant la conception stalinienne de la révolution par étapes et préconisant la constitution d'un « front des travailleurs » pour créer les conditions de la révolution socialiste.

Pendant la période de l'Unité Populaire, c'est son aile gauche, importante, qui a joué un rôle déterminant dans la création des organismes de dualité de pouvoir (cordons Industriels, commandos communaux, etc.). Mais paralysé politiquement par ses secteurs droitières et hésitants, il n'a pu véritablement offrir une alternative politique au réformisme.

TS : C'était la première réunion du comité central du PS depuis la défaite du processus révolutionnaire. Dans quelles conditions s'est-il réuni ?

Ce plenum était très attendu. Le PS devait définir clairement ses positions sur les formes de lutte, la conception de l'unité, les objectifs de la résistance. Ces décisions étaient attendues aussi par le reste du mouvement ouvrier chilien à cause du caractère central de notre parti.

Les camarades du PC avaient leur position, nous pas encore. Il fallait le faire.

TS : Plusieurs tendances se sont affrontées. Peux-tu en décrire la « physionomie » ?

EM : Le PS est un parti qui est né de la fusion de cinq courants politiques. Dans les dernières années, il y avait surtout deux grandes tendances. L'une regroupant certaines positions du PC, en particulier sur les formes de lutte, lorsqu'il laisse de côté la lutte armée, l'autre plus proche des positions de la lutte révolutionnaire, sans partager l'idée du « foco » guerrillero.

Les questions de l'action de masse nous partageaient aussi : action autonome ou dirigée par le gouvernement.

Après la victoire de la contre-révolution, la direction officielle de l'intérieur a publié un document qui posait la question de l'unité ouverte y compris avec des secteurs bourgeois comme la Démocratie chrétienne. Ce document niait le rôle que le parti a joué dans le développement du processus. Il y avait l'idée de la constitution d'un seul parti ouvrier, ce qui voulait dire se soumettre à la ligne du PC.

La base du parti a immédiatement réagi contre cette position de la direction en réaffirmant les principes de base du PS : front des travailleurs, nécessité de la lutte armée, idée du processus ininterrompu (sans étapes) de la révolution. Les régionaux se sont réorganisés et se sont liés entre eux pour rétablir ces principes. Certains régionaux ont publié des documents en signalant leurs oppositions au document de mars. Cette « coordinadora » ne s'est pas constituée comme direction alternative mais comme un courant de redressement in-

terne. Les autres courants se sont ralliés à l'une ou l'autre des tendances principales. La grande majorité de l'ancienne commission politique a manifesté son désaccord avec le document de mars.

TS : Quels ont été les résultats politiques de votre réunion ?

EM : Les principaux points débattus ont été ceux de la conception de l'unité et des formes de lutte.

Le premier principe réaffirmé a été celui de l'hégémonie ouvrière dans l'unité, de façon à éviter un retour à la situation de « front populaire » de 1938-1939 où la bourgeoisie dominait. L'unité, c'est celle des partis ouvriers et révolutionnaires. Le noyau de cette unité doit être constitué par le PC et le PS en tant que partis ouvriers de masse. Les autres forces révolutionnaires comme le MIR, le MAPU, etc et aussi les autres forces qui participaient à l'unité populaire.

Nous avons posé deux conditions à la réalisation de cette unité : la première est la capacité organique du PC et du PS de développer leurs propres organisations, la deuxième est que nous souhaitons que les autres forces se regroupent ; ceci pour que l'unité puisse s'organiser correctement.

Ce n'est que si un tel front est organisé qu'un front antifasciste plus large peut-être constitué. Nous considérons la Démocratie chrétienne comme un parti bourgeois, et tant que sa direction restera en place rien ne pourra se faire avec elle. Mais nous faisons des appels à la base de la DC qui déjà commence à s'intégrer dans des comités de résistance à la base.

Nous avons proposé un programme d'action et un programme de gouvernement du « Front des travailleurs ».

Le programme d'action est axé autour des revendications immédiates de la classe et de la récupération des libertés démocratiques pour mettre à bas la junte et instaurer un gouvernement de classe. Il faudra pour cela organiser la lutte de masse (grèves, manifestations, etc...) en articulant

immédiatement avec la préparation de la lutte violente, c'est-à-dire de l'insurrection populaire inévitable. Il faudra constituer des noyaux révolutionnaires unitaires à la base qui proposeront à chaque moment les formes déterminées d'organisation du mouvement de masse. Le caractère même de la répression nous oblige à prendre ce chemin.

Quant au programme de gouvernement, il propose de nouvelles institutions qui partent des acquis et qui continuent le processus engagé, (les nationalisations, les organisations du pouvoir populaire, la participation directe des masses, etc.). Il faudra transformer le caractère des forces armées dans le sens de constituer une force armée révolutionnaire comme peuple en armes. La validité pratique de ces thèses dépendra de notre capacité à nous développer comme parti révolutionnaire d'avant-garde.

Le numéro 3 du bulletin « CHILI EN LUTTE » (Politique Hebdo, CEDREC, CSLRPC) vient de paraître.

Au sommaire :

— le club de Paris

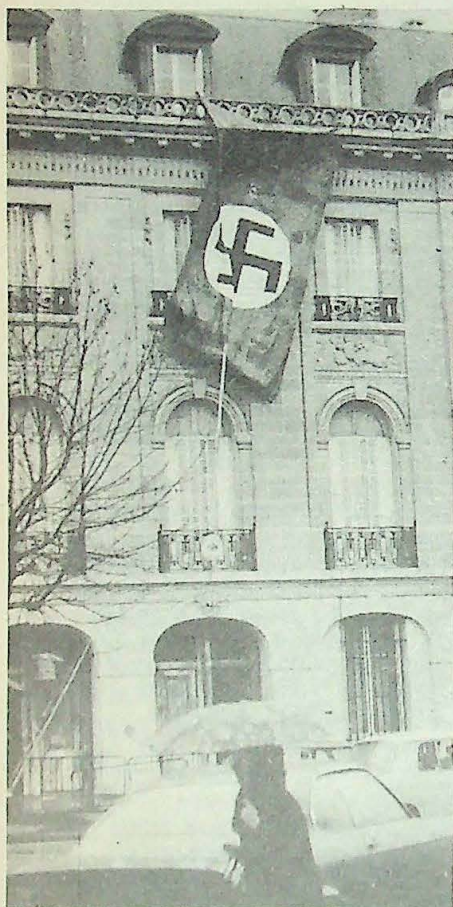
— la CUT

— l'histoire du mouvement ouvrier au Chili.

Disponible aux Editions Syros, 9 rue Borromée - PARIS 75015

Le PS n'a pas d'aspiration à l'hégémonie dans le courant révolutionnaire du mouvement ouvrier. Son devoir est de bien interpréter les aspirations de la classe et de l'orienter dans son combat. Si dans cette lutte nous gagnons des forces, c'est bien, si ce sont les autres tendances révolutionnaires, c'est qu'elles auront su mieux interpréter le sentiment de la classe ouvrière.

Notre combat reste celui du socialisme, nous refusons d'abandonner cette perspective sous prétexte d'élargir le front de la résistance.



La façade de l'ambassade du Chili à Paris.

Emilio Palma : Notre parti a été le plus touché par la répression. Ceci explique le retard de la convocation de ce plenum. C'était aussi le premier plenum avec des représentants de l'intérieur. Les représentants des groupes de socialistes dans les différents pays y sont eux aussi participés. Certains membres du comité central, élus au congrès de la Serena ont été sanctionnés pour avoir quitté le pays sans autorisation ; ceux-ci n'ont donc pas participé à la réunion. Mais tous les cas vont être révisés car il est apparu que plusieurs d'entre eux sont sortis avec des contacts mais qu'à cause de la clandestinité les liaisons n'ont pu se faire.

le Cambodge révolutionnaire ou la revanche de Thomas Munzer

international



En récupérant jeudi matin, par une spectaculaire mais coûteuse opération de commando, le cargo transporteur d'armes « Mayaguez, le président Ford a réussi à s'attirer provisoirement les bonnes grâces du Congrès US et d'une opinion américaine « humiliée » par la déroute de leur pays en Indochine.

Dérisoire consolation, qui a en tous cas pour mérite de nous inciter à la vigilance : l'Oncle Sam se replie, mais il est loin d'abandonner. Il faut exiger que l'impérialisme US maintenant se retire de Thaïlande et du Laos, comme le demandent les forces progressistes et nationalistes de ces pays. Tous les pays de l'Indochine doivent pouvoir compter sur notre solidarité agissante, en cas de nouveau mauvais coup des faucons américains...

« Il se passe des choses incroyables au Cambodge ». Autour de cette affirmation, la presse bourgeoise mondiale avait, dans la semaine du premier mai, brodé sur les « massacres », le « bain de sang »... C'est à la presse française et notamment au **Figaro** que revient la palme d'honneur. **France-soir**, en mal d'article et pour bien choquer ses lecteurs, titrait à la une : « **Cambodge-censuré** », avec vingt centimètres de blanc. Aucun journal français ne cherchait à lutter contre la « rumeur ». Le gouvernement français, qui soutint Lon Nol jusqu'au bout et n'avait pas tenu compte des avertissements répétés du FUNK invitant les ressortissants français à quitter le pays, organisait la cabale anticambodgienne à propos des fameux réfugiés de l'ambassade : on connaît la suite.

Aujourd'hui la vérité est rétablie, et le **Monde** des 11 et 12 mai (mieux vaut tard que jamais) dément les fausses rumeurs et les faux témoignages. Il n'en reste pas moins qu'il s'est passé quelque chose d'« incroyable » au Cambodge : une guerre de paysans révolutionnaires est venue à bout d'une bourgeoisie corrompue soutenue par les Etats-Unis. Et c'est cela qui rend perplexes les commentateurs de la presse mondiale.

la rupture

Les soldats-paysans, au contact de la société de consommation, considèrent avec mépris les valeurs d'échange de cette société. Ils n'attachent aucune valeur à la civilisation de la bagnole et du gadget. Le nouveau pouvoir révolutionnaire fait évacuer Phnom-Penh dans le but de retrouver un nouvel équilibre ville-campagne (la capitale du Cambodge avait vu ses effectifs multipliés par six depuis la guerre). Les premières mesures du gouvernement révolutionnaire, la recherche d'un nouveau type de société en rupture avec les normes du capitalisme industriel ont pris au dépourvu les

« normalisés » de l'Occident, et expliquent les réactions des mass-média bourgeois. Ces phénomènes « incroyables » permettent de comprendre ce qui se passe aujourd'hui et de tracer quelques perspectives...



une révolution paysanne

Depuis les accords de Genève, le Cambodge neutraliste, avant l'intervention américaine qui renversa Sihanouk, vivait dans l'ombre de la montée révolutionnaire qui secouait le Sud-Vietnam. La pénétration militaire, industrielle et mercantile brisait le mode de vie ancestral d'un pays à majorité paysanne écrasante. La résistance au coup d'Etat américain dans les campagnes, accéléra encore le processus artificiel d'introduction du capitalisme, véritable matraquage à coup de dollars. La paupérisation de la paysannerie cambodgienne s'accéléra et la coupure entre les villes tenues par le régime américain et les campagnes où se développait le mouvement de libération devint

radicale. La guerre de libération nationale est ainsi devenue une guerre de la paysannerie pauvre.

il y a 450 ans, Thomas Munzer...

Un parallèle s'impose entre ce qui se passe aujourd'hui au Cambodge et ce qui s'est passé en Thuringe, en Saxe et en Franconie, il y a exactement 450 ans, en avril-mai 1525... La révolution communiste paysanne, dite « guerre des paysans », dirigée par cet intellectuel révolutionnaire qu'était Thomas Munzer (« Le théologien de la révolution », comme l'appelle Ernst Bloch) était noyée dans le sang par l'armée coalisée des princes allemands. La paysannerie prolétarisée par le développement urbain, l'éclatement du Saint-Empire germanique, pressurée à

idéologie acceptant l'intégration à la société bourgeoise victorieuse. Il en allait autrement en 1525 ; il en va autrement au Cambodge. Dans sa préface à la « **Guerre des paysans** », écrite en 1974, Engels compare le prolétariat allemand de son époque à la classe paysanne de 1525 : le prolétariat allemand, disait-il, « n'est pas encore à un niveau permettant le parallèle avec l'année 1525 ». Le prolétaire paysan cambodgien d'aujourd'hui s'est élevé à un niveau supérieur.

un exemple ?

Le rejet de l'urbanisation capitaliste pose des problèmes considérables au peuple cambodgien, et pourrait ouvrir des perspectives importantes au mouvement ouvrier international. La nécessité de briser l'hyper-industrialisation, l'emprise grandissante des villes, c'est le problème qu'aura à résoudre le socialisme des pays capitalistes « avancés ». Le Cambodge tente lui de résoudre d'une manière pratique la fameuse contradiction villes-campagnes, et l'absence de réelle industrialisation, dans une ville comme Phnom-Penh, facilite bien sûr la résolution de ce problème.

Enfin, en ce qui concerne la nature et le contenu de la croissance industrielle, le régime révolutionnaire cambodgien a montré qu'il refusait le modèle imposé par le mode de production capitaliste. Cependant, ce refus peut ouvrir deux perspectives très différentes. L'autarcie complète peut avoir comme conséquences un « **socialisme de la pauvreté** », amenant lui-même un renforcement de l'Etat et de la bureaucratie (1). L'autre perspective est celle d'un développement planifié et non bureaucratique des forces productives s'appuyant sur les besoins réels des masses, privilégiant la consommation collective et les besoins sociaux au détriment de la consommation privée.

Les racines sociales du mouvement révolutionnaire cambodgien, et les conditions historiques de sa constitution, nous permettent d'espérer que c'est cette voie qui triomphera : l'une des conditions pour qu'elle triomphe, c'est l'élargissement de la révolution à l'ensemble du Sud-est asiatique. A cet égard, les derniers développements au Laos et en Thaïlande ne peuvent que nous conforter.

Jean VERGER ■

(1) Le refus de la croissance capitaliste dans les pays industriels avancés ne se pose évidemment pas dans les mêmes termes que dans les pays dits « sous-développés ».



« Faire entrer les masses dans le circuit politique... »

Un entretien exclusif avec
**M. Abderrahim Bouabid, dirigeant de
l'Union Socialiste des Forces Populaires**

TS : Vous faites une campagne intense pour la récupération des « terres spoliées » du Sahara. N'êtes-vous pas tombé dans un piège que vous tendait le pouvoir, visant à vous « récupérer », et à créer une union nationale faisant oublier les véritables enjeux de la lutte politique ?

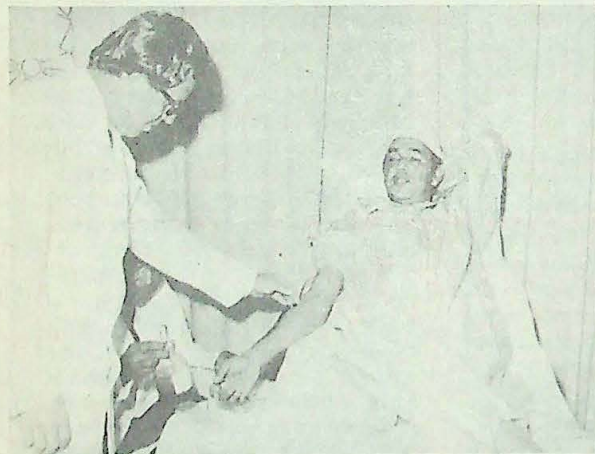
AB : Le problème du Sahara n'est pas une question qui vient de surgir. Il s'agit d'un contentieux vieux de 20 ans : la politique pratiquée par le pouvoir depuis 1960 — depuis notre départ du gouvernement — a consisté à ne pas heurter le gouvernement espagnol. L'Espagne en a bien sûr profité pour atterrir, fuir toutes négociations directes, mettre en place des structures propres à placer le Maroc devant le fait accompli. Donc c'est le pouvoir marocain qui a abouti à une impasse

totale. Et, il y a un an, le roi a déclaré qu'il ne pouvait accepter le fait accompli : c'est donc plutôt le pouvoir qui a rallié le point de vue de l'opposition.

Il ne nous serait dans ces conditions pas possible de ne pas collaborer avec lui sur ce point très précis — sans quoi nous serions considérés, à juste titre, comme des agitateurs irresponsables.

Cela dit, sur tous les autres points — la démocratisation, l'économie, les grandes options de développement — notre désaccord avec le pouvoir reste entier.

C'est exact qu'il y a eu manœuvre du pouvoir dans notre direction, sur ce thème. Mais une certaine dynamique est créée : on ne peut se limiter à faire face à l'Es-



La prochaine transfusion pour Sa Majesté : l'entrée des partis au gouvernement ?

pagne ; on est conduit en même temps à mettre en relief le problème de la démocratisation du régime...

TS : Etes-vous prêts à participer au gouvernement ? Posez-vous des conditions à une éventuelle collaboration avec le pouvoir royal ?

AB : Si on nous appelle au gouvernement pour faire face à d'éventuels affrontements avec l'Espagne, nous accepterons. Mais en exigeant que les moyens matériels soient mis à la disposition du gouvernement pour faire face à la situation.

Deuxième éventualité : on peut nous inviter à participer, pour

préparer des élections et la mise en place des structures prévues par la constitution. Dans ce cas, il s'agirait d'un gouvernement de transition, dont la principale fonction serait de contrôler l'authenticité des élections : nous accepterions également.

C'est seulement après les élections — quand on connaîtra réellement l'état du rapport des forces politiques — que la constitution d'un véritable gouvernement, placé sous le contrôle des élus, pourra être constitué.

TS : Dans le cas d'un gouvernement « pour le Sahara », vous semblez abandonner vos exigences concernant la démocratisation du régime...

Valéry, le « copain parfait » de Sa Majesté, est reparti. La diplomatie chérifienne cherche maintenant à organiser, d'ici la fin du mois, une rencontre d'Hassan II avec Houari Boumediène, à la frontière algéro-marocaine. Thème souhaité des conversations : la récupération des terres spoliées par l'Espagne au Sahara.

Ce thème domine quotidiennement la propagande de la presse et de la radio-télévision de Rabat. Il a fourni le prétexte au rapprochement — de longue date préparé, sans cesse reporté — de la gauche marocaine et du Palais Royal. Nombre de lecteurs de **TS** seront sûrement surpris des propos que nous a tenus à cet égard A. Bouabid, le principal dirigeant de gauche du pays, vieil ami du PSU.

Sur le Sahara, sur l'Algérie, sur l'éventuelle participation de son parti au pouvoir, le leader de l'USFP dit assurément des choses auxquelles nous sommes mal préparés. Choquantes même jugeront certains, qui se sentiront plus proches des thèses de l'extrême gauche, du « 23 mars » ou de « l'Ial Amam ».

Personne ne peut, assurément, prétendre intervenir dans les décisions délicates qui appartiennent aux seuls militants marocains, dont la résistance à la répression et la rigueur politique font notre admiration depuis quinze ans. Et s'il est vrai qu'à bien des égards la question du Sahara apparaît comme un piège tendu par le roi à une opposition dont on comprend mal pourquoi elle l'accepte si aisément, on conçoit aussi que la

AB : Dans la première éventualité que je soulevais, le problème de la démocratisation reste posé. Mais si le Maroc est amené à se mobiliser, à mettre en place les moyens nécessaires à faire face à la situation vis-à-vis de l'Espagne, nous serons presque en état de guerre. Et nous devons fixer une date plus convenable aux élections...

TS : Sur un autre plan, n'est-il pas dangereux d'attiser, comme cela semble fait en ce moment, un nationalisme marocain anti-algérien ?

AB : Il y a un nationalisme algérien anti-marocain ! L'Algérie s'est emparée de vastes territoires sahariens appartenant au Maroc.

De même aujourd'hui, comment ne pas considérer qu'ils font le jeu de l'Espagne ? Nous nous attendions à un soutien sans réserve de l'Algérie indépendante (comme avait été sans réserve le soutien que nous avions apporté à leur lutte pour l'indépendance). C'est malheureusement le contraire qui se passe.

Notre nationalisme est un patriotisme progressiste, ouvert sur une entité régionale, sur une base anti-colonialiste et anti-impérialiste. Mais en réalité, que veulent, sans le dire, les Algériens ? Ils veulent une petite entité créée de toutes pièces dans le Sahara, qui ne serait évidemment pas viable, et sur laquelle ils pourraient établir une sorte de protectorat, leur garantissant l'accès à l'Atlantique.

Si au moins on savait à qui s'adresser, en Algérie, pour discuter, pour débattre. Si au moins il y avait un parti, une représentation ! Mais il n'y a rien, rien qu'une clique qui gouverne. Bien sûr, la situation politique au Maroc n'est pas brillante, et nous n'avons

certes pas de leçons à donner. Mais il y a au Maroc une certaine opinion publique. En Algérie, tout est soumis à la censure. C'est aussi réactionnaire là-bas qu'ici !

TS : Et l'USFP, comment se porte-t-elle ?

AB : Malgré les vagues de répressions, malgré les trois accusations successives de complot, on n'a pu nous éliminer de la scène politique. Nos sections sont plus actives que jamais, notamment nos sections d'entreprises, dans le secteur public et semi-public. Nous sommes le parti qui compte le plus de cadres techniques et administratifs de ce pays. Nous contrôlons presque entièrement l'Association des ingénieurs. Notre action est, il est vrai, plus limitée dans la paysannerie, du fait de la répression et de l'emprise de l'administration dans les campagnes.

Mais l'opinion marocaine sait que nous sommes le seul vrai parti d'opposition. Cela nous vaut une audience intense parmi les jeunes. Ce sont les jeunes qui, dans le parti, ont maintenant pris les choses en mains. Ils sont attirés par l'idéologie, la stratégie, la tactique du parti. Et aussi — ce qui explique que de nombreux militants « gauchistes » nous aient rejoints ces derniers mois — par le caractère profondément démocratique de nos débats.

Nous sommes un cadre permanent de réflexion politique : nous sommes presque, de ce point de vue, en congrès permanent ! C'est la praxis qui va nous montrer si nos analyses sont valides : nous n'avons pas de modèle achevé.

Nous structurons le seul parti sérieux. Ce sera, j'en suis convaincu, le parti de l'avenir, de l'avenir socialiste de ce pays.

Propos recueillis
par Gilbert HERCET □

ions éteints

Gilbert Hercet



gauche fasse une analyse renouvelée d'un régime au sein duquel le gouvernement Osman semble avoir introduit un climat sans doute plus propice au changement.

Surtout, on pourra mieux saisir l'enjeu, à partir de cette analyse d'un autre dirigeant de l'USFP — dont on comprendra qu'il tienne à rester anonyme pour la circonstance : « **Que ce soit de mort violente ou autrement, Hassan II finira par disparaître. C'est vrai que rien de positif ne peut être fait avec lui. Mais ne pas préparer aujourd'hui, par une participation limitée au sein du système, une structuration politique sérieuse du pays, c'est offrir le pays, sur un plateau d'argent, à l'armée, pour le jour de la disparition d'Hassan II.** »

L'enjeu est décisif, mais le pari comporte une telle part de risque qu'on ne peut, assurément, être pleinement convaincu. Mais peut-on adhérer à cette affirmation d'un des jeunes animateurs du « maoïsme » marocain clandestin : « **Il est exact qu'il y a un risque de dictature militaire. Mais la dictature militaire peut être un point de passage obligé, et jouer un rôle d'accélération du processus.** » ?

Entre l'acceptation du rôle de la souris se saisissant du gryphes et la recherche suicidaire d'accélérateurs hypothétiques, la voie est décidément étroite par nos camarades de la gauche marocaine. Mais l'histoire n'a-t-elle pas prouvé que la politique du pire est généralement la pire des politiques ? ■

Les locaux secrets de la police

lorsqu'un militant est arrêté ou enlevé dans la région de Casablanca, il est emmené d'abord au commissariat de Derb Moulay Cherif ; commissariat, le terme est impropre : il s'agit d'un ancien bâtiment de la police française, construit sous le protectorat, et où on « interrogeait » les résistants.

On monte quelques marches, et on se trouve dans une entrée assez spacieuse, qui sépare deux longs couloirs, éclairés la nuit par de petites veilleuses bleuâtres. À gauche, sont entassés les détenus, et jusque dans les caves où les conditions de saleté sont indescriptibles ; tous ont les menottes et les yeux bandés ; au bruit des gamelles, ils évaluent leur nombre, dans chaque pièce, dans le couloir, dans les caves ; chaque après midi, passe un infirmier, pour « réparer » les dégâts trop visibles des interrogatoires ;

À droite, dans l'autre couloir, des bureaux ; au fond, à gauche, celui du « chef ». Et puis, bien sûr, les pièces où on torture...

Au bout de quelques semaines, lorsqu'on pense ne plus rien apprendre des séances de torture, on emmène les détenus dans le grand entrepôt de la répression : c'est un vaste bâtiment, ancien atelier de réparation d'aviation, situé dans le camp d'aviation de Casa-Anfa. Là, sous les pistes d'envol, vivent en permanence des militants, femmes, vieillards, enfants, ces derniers venant des familles entières disparues dans les régions de Khénifra et de Moulay Bou Azza depuis 1973 ; tous ont les yeux bandés et les menottes ; pour plus de précaution, lors des visites des « chefs » on fait coucher par terre les détenus et on couvre leurs visages avec des vieilles couvertures ; en principe, pas un regard, pas une parole ne sont autorisées. De la seule ouverture sur l'extérieur, on ne voit que la verdure, des eucalyptus ; les avions passent au ras du toit. La nourriture : une soupe, un bout de pain ; l'infirmerie : des cachets d'aspro.

Les détenus restent là, des mois ou des années selon que le pouvoir décide qu'il vaut mieux les y laisser encore, les « libérer » après avoir signé un papier promettant de... etc.) ou les présenter à la justice.

Témoignage d'un groupe de militants récemment libérés. □

Répression : pause ou nouvelle stratégie ?

La volonté d'ouverture du roi à l'opposition et la visite de Giscard ont au moins eu cet effet positif indiscutable : plusieurs dizaines de détenus politiques sont sortis des geôles royales. Ce qu'ils racontent est atroce. Détention arbitraire, secret absolu, torture. Des milliers de Marocains n'ont pas fini de frémir en entendant les noms de la « villa Mokri » à Rabat, de « Derb Mouay Cherif » à Casablanca (voir témoignage ci-contre) ou de la « ferme slovaque », près d'Oujda.

Parmi ceux qui sont sortis, beaucoup portent les stigmates des sévices endurés en prison. Beaucoup souffrent de troubles oculaires, après être restés les yeux bandés, continuellement, pendant des mois.

Surtout, il ne faut pas l'oublier, plus de deux cent personnes restent sous mandat de dépôt, en détention préventive. Et de très nombreuses autres restent illégalement détenues, sans que la justice ait été saisie, sans que leur famille ou leur

défenseur puissent avoir accès à elles.

C'est, parmi beaucoup d'autres, le cas du jeune élève de Meknès, Mokhtar Mansouri. Arrêté en mai 1972, torturé pendant dix-sept jours consécutifs, il ne put, en raison de son état, être jugé au procès de Casablanca en 1973. Après plusieurs séjours en hôpital psychiatrique, il croupit toujours en prison. Sans jugement.

C'est aussi le cas d'Abraham Ser-

faty. « Nous ne vivons pas dans un état de droit, mais dans un état de police, », nous dit son avocat Me Abderrahim Berrada, qui s'inquiète par ailleurs de « l'organisation nouvelle de la répression : depuis quinze jours, on défère les gens aux tribunaux correctionnels. Mais non plus en visant le Code des libertés publiques de 1958, mais... des lois françaises de la période de Vichy qui n'ont jamais été abrogées au Maroc ! » □

Gauche et extrême gauche

Le principal parti de la gauche marocaine reste, et de loin, l'Union socialiste des forces populaires (USFP), scission de gauche de l'Union nationale des forces populaires, (UNFP).

Organisation qui fut celle de Mehdi Ben Barka, animée par une direction collégiale comprenant notamment le prestigieux A. Bouabid (dont nous publions ci-contre une interview) Omar Benjelloun, et A. Yousfi (ce dernier en exil), elle a pratiquement rompu avec la tendance Basri pratiquant « l'action directe ». L'USFP publie un quotidien en langue arabe, Al Mouharir, fréquemment saisi.

De son côté, conservant le sigle UNFP, la tendance droitiste d'Abdallah Ibrahim s'appuie exclusivement sur l'appareil du principal syndicat ouvrier, l'Union marocaine du travail, et son inamovible apparatchik Mahjoub ben Seddiq.

Le communisme « orthodoxe », après plusieurs avatars (PCM, PLS) s'incarne dans le Parti du progrès et du socialisme (PPS), dont le secrétaire général reste Ali Yata. D'une au-

dience limitée, le PPS connaît cependant des progrès dans les milieux de l'enseignement et de l'administration.

Le programme du PPS s'articule autour des points suivants : libération du Sahara, libération de l'économie marocaine des monopoles impérialistes et de leurs alliés locaux ; solidarité avec la paysannerie en lutte pour une véritable réforme agraire ; instauration d'une véritable démocratie par l'élection d'une assemblée constituante et législative ; respect des libertés démocratiques ; formation d'un gouvernement de coalition nationale sur la base d'un programme minimum commun. Le PPS publie l'hebdomadaire, en français, Al Bayane (Clarté).

L'extrême-gauche comprend enfin deux groupes : le Mouvement du 23 mars, se référant à la date du 23 mars 1966, où se réunit pour la première fois cette fraction scissionniste de l'UNFP, et l'Ial Amam (En avant), groupe marxiste-léniniste issu d'une scission de PLS, autour d'Abraham Serfaty et de la revue Souffles.

L'objectif des militants d'extrême-

gauche est, évidemment, l'instauration d'une République socialiste et populaire ; le moyen, l'émergence d'un mouvement ouvrier et paysan à direction prolétarienne.

Le « 23 mars » a donné une priorité au travail en milieu ouvrier, alors que « l'Ial Amam » tente d'abord de s'implanter dans les campagnes. Les uns et les autres animent le Syndicat national des lycéens, qui déploie une activité clandestine dont l'efficacité fait ses preuves depuis quelques mois. « Il n'y a pas de contradiction, m'explique un jeune militant, à être marxiste-léniniste et à chercher un développement privilégié en milieu lycéen. Les jeunes lycéens ne sont plus les petits-bourgeois traditionnels. Ni souvent par leur origine de classe ; beaucoup sont des fils d'ouvriers ou de paysans pauvres, ou des couches du « semi-prolétariat ». Ni par leurs problèmes, du fait de la sélection et des menaces de chômage qui pèsent sur eux ou sur leurs camarades. Ils constituent en fait une charnière indispensable entre l'organisation politique et les masses. »

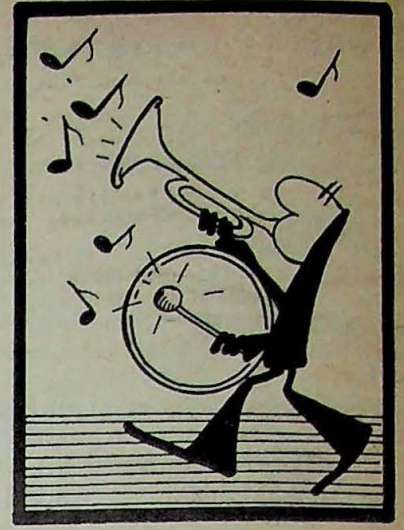
Sur le problème du Sahara, le « 23 mars » a d'abord épousé des thèses proches du PPS. Mais il s'est, semble-t-il, rapproché récemment de celles de « l'Ial Amam » selon lesquelles la prétendue « lutte de libération » traduit en fait la volonté du pouvoir actuel d'accentuer la domination impérialiste sur les richesses minières et les populations sahariennes. Refusant le piège tendu par le roi, la seule stratégie révolutionnaire consisterait donc à unir la lutte des révolutionnaires du Seguiet-El-Hamra à celles des travailleurs marocains contre l'impérialisme, le capitalisme et le pouvoir royal.

Le « 23 mars », sans doute moins bien organisé pour l'action souterraine, semble avoir été en partie désorganisé par la répression dans la période récente. Il reconstitue ses forces. « l'Ial Amam », malgré l'arrestation depuis six mois et la détention (sans que la justice soit saisie) de plusieurs de ses animateurs — dont Abraham Serfaty et Abdellatif Zeroual — continue son travail clandestin. ■



Les 7 et 8 juin
sur la terrasse de Meudon
(Hauts-de-Seine)

Une fête pour l'autogestion...



La 3ème fête organisée par le PSU aura lieu les : 7 et 8 juin sur la terrasse de Meudon. Cette fête constitue une importante manifestation politique et populaire qui entend se situer dans la perspective de l'autogestion. Politique et populaire à la fois, elle se caractérise par les points suivants :

- l'accès est d'un prix très accessible : 15 F pour les 2 jours pour ceux qui prennent leur billet avant le 7 juin. Sur place, 15 F pour un jour. Gratuit pour les enfants jusqu'à 10 ans.
- les différents secteurs d'activité du PSU seront représentés (Entreprise — Paysans — Femmes — Immigrés — Santé — Ecole — Armée) de même que de nombreuses organisations ou associations amies ;

- une très importante animation sera faite dans le public par plusieurs équipes et particulièrement **Riffacalful**, dont l'objectif est de susciter la participation des gens par toutes sortes de moyens (improvisés ou non). Il y aura ensuite la « fête pour les en-

fants », avec une animation par ateliers (masques — marionnettes — clowns — peinture — musique) et diverses interventions avec notamment le **Théâtre du Soleil** ;

- enfin, une programmation riche et variée, composée d'artistes vivant pour la plupart et se produisant à l'écart du show-business. Certains, s'ils sont très connus, (**Claude Nougaro**, **Maxime Le Forestier**) ont gardé leur entière liberté et indépendance de création et de production. D'autres sont des artistes militants qui passent dans les circuits parallèles et réalisent des disques dans des coopératives d'édition musicale ou dans des maisons « parallèles » (**Ankrist** chez « **Nerenoé** », **Claire** et l'Association « **Masques** », **Heldon** et **Disjuncta**, **Breskennerien**, **Carlos Andreu**, **Karaxu** chez « **Expression spontanée** »).

Plusieurs préoccupations ont guidé les « programmeurs » :

- la présence importante des femmes, que ce soit dans la chan-

son (**Claire**, **Annkrist**, **France Lea**, **Maïté Idirin**, **Teresa Rebull**, **Colette Magny**, **Toto Bissainthe**, **Claude Antonin**) ou à travers la danse (**Compagnie Poumillesco**, un ballet de huit femmes) ou le cinéma (la sénégalaise **Safi Faye**, avec « **Lettre paysanne** »).

- l'accent mis sur la « chanson ethnique » qu'elle soit occitane (**Jean-Pau Verdier**), basque (**Maïté Idirin**), catalane (**Teresa Rebull**) et, débordant les frontières nationales, haïtienne (**Toto Bissainthe**), ou olof (**Umban et Wac**)...

Dans tous ces cas, l'emploi de la langue originelle (expression de culture) se conjugue avec l'utilisation de textes issus de thèmes populaires souvent adaptés à la réalité quotidienne d'aujourd'hui.

- la présence d'artistes — symboles d'une certaine situation politique comme **José Alfonso**, pour le nouveau Portugal, le **groupe Karaxu** pour le Chili d'Alende (groupe dont les membres faisaient tous partie du MIR) ;

- la présence éclatante d'artistes du « Tiers Monde » depuis le très officiel « **Grand Ballet du Mali** » jusqu'aux immigrés de « **l'Association Folklorique des Travailleurs Africains** » de la région parisienne en passant par **Umban et Wac** (Guinée Bissau), **Toto Bissainthe** (Haïti), **Mohammed Hammam** (Egypte), l'Améri- que du Sud avec le **quarteto Cedron** (Argentine), le **groupe Karaxu** (Chili), **Teca et Ricardo** (Brésil), et la quasi-colonie de Porto-Ricon avec le **Teatro del Sesenta...**

- la présence de jeunes groupes dans le domaine du pop-rock (**Heldon**, **Pulsar**, **Umban et Wac** et même **Jacques Higelin**) et du folk **Malicorne**, **Castelhemis**).

- et bien sûr, la participation d'artistes militants : chanteurs et chanteuses comme **Colette Magny**, **Claude Antonini**, **Breskennerien**, **Vanla**, et du théâtre d'intervention politique : **Théâtre Z**, **Théâtre de l'Ecume**, **Théâtre du Levant**, **Théâtre à Bretelles**.

demandez le programme...

● CHANSON

Claude NOUGARO - Maxime LE FORESTIER - Henri TACHAN - Bernard LAVILLIERS (accompagné par le groupe ATOLL) - VANIA - Gilbert SAGEL - BRESKENNERIEN - Claude ANTONINI - Colette MAGNY - France LEA - Ann KRIST - CLAIRE - Festival de la chanson inconnue.

- Bretagne : Ann KRIST
- Occitanie : Joan Pau VERDIER
- Pays Basque : Maïté IDRIN
- Catalogne : Teresa REBULL
- Alsace : Roger SIFFER
- Espagne : Carlos ANDREU
- Haïti : Toto BISSAINTHE
- Brésil : Teca et Ricardo
- Portugal : José AFONSO
- Egypte : Mohammed HAMAM
- Chili : le groupe KARAXU

● DANSE

Grand Ballet du MALI - Groupe Folklorique des Travailleurs Africains en France - Cie POUMILLESKO - Cie de Danse Contemporaine, Annick MAUCOUVERT ; Richarth SOSA.

● POP - ROCK - FOLK et alentours...

PULSAR - HELDON - Jacques HIGELIN - MALICORNE - CASTELHEMIS (France) - Umban et WAC (Afrique) - Quarteto CEDRON (Argentine)

● GUITARE

Baden POWELL (spectacle avec C. NOUGARO)

THEATRE

Théâtre Z - Théâtre de l'ECUME - Groupe Femmes du Front Culturel (FRANCE) - Teatro del SESENTA « Puerto Rico Fua » (Porto Rico)

● ONE MAN SHOW

Bernard DOUBY

● ANIMATION ENFANTS

(2 à 8 ans)

Ateliers : fabrication de masques - peinture - musique - fabrication d'objets à partir de matériaux usuels.

3 interventions ou spectacles par jour (dont une après-midi de travail d'improvisation sur le thème des contes, avec les comédiens du Théâtre du SOLEIL).

Le PSU recherche pour la fête de Meudon du matériel de cuisine :

- Réchauds collectifs (gaz butane)
- Friteuses collectifs (gaz butane ou électrique)
- Etuves (gaz butane ou électrique)
- Trancheurs électriques.
- Fait-tout, grands modèles.
- Plateaux self service
- Divers petits matériels de cuisine.

Faire offre pour PRET-VENTE ou LOCATION à :

Jean-Claude CHAMBLAIN - 9, rue Borromée - Tél. : 566.45.37 ou 733.57.54.